



Cipango

Cahiers d'études japonaises

18 | 2011

Le Japon et le fait colonial I

La Mandchourie et la « Question d'Extrême-Orient », 1880-1910

Michel Vié



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cipango/1515>

DOI : 10.4000/cipango.1515

ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2011

Pagination : 19-78

ISBN : 978-2-85831-195-8

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

Michel Vié, « La Mandchourie et la « Question d'Extrême-Orient », 1880-1910 », *Cipango* [En ligne], 18 | 2011, mis en ligne le 16 juin 2013, consulté le 30 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/1515> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.1515>

Ce document a été généré automatiquement le 30 juin 2021.



Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

La Mandchourie et la « Question d'Extrême-Orient », 1880-1910

Michel Vié

Question d'Orient ou d'Extrême-Orient ? La construction des concepts

- 1 En 1985, François Joyaux, professeur d'histoire à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, publiait un livre intitulé *La Nouvelle Question d'Extrême-Orient*¹. L'ouvrage venait compléter *La Question d'Extrême-Orient* de Pierre Renouvin², étude déjà célèbre, unique en langue française, sortie des presses en 1946.
- 2 Une réelle continuité rattachait les deux livres, en particulier leur problématique centrée sur les relations politiques et militaires entre les États. Leur objet n'était pas, à quarante années d'intervalle, le récit d'une même histoire. Les deux auteurs s'intéressent chacun séparément à une période particulière. P. Renouvin avait arrêté sa présentation à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, en 1940. F. Joyaux expose les suites du conflit à partir de 1945. La reprise volontaire du titre et de ses deux mots-clés « Question » et « Extrême-Orient » souligne le fait que les mêmes problèmes internationaux essentiels continuent de se poser, bien que la fin du conflit mondial en ait renouvelé les conditions. L'adjectif « nouvelle », sous la plume de F. Joyaux ne s'applique qu'à une tranche chronologique du temps historique³.
- 3 Or P. Renouvin, déjà, avait procédé par une imitation volontaire, presque provocatrice. Il avait calqué le titre de son étude sur l'expression « La Question d'Orient », concept en usage dans le monde diplomatique du XIX^e siècle, s'appliquant à l'est de la Méditerranée. La terminologie n'est pas innocente. Elle suggère à la fois des implications méthodologiques dans l'analyse et des possibilités de ressemblance, jusqu'à un certain point, entre l'Orient méditerranéen et l'Extrême-Orient Pacifique.

- 4 Cette forme de localisation, cependant, ne procède pas d'un vocabulaire géographique scientifiquement reconnu. Les espaces désignés sont immenses, impossibles à délimiter strictement, inévitablement hétérogènes.
- 5 Dans le mot « Orient », l'unité des conditions physiques ne peut être contestée. L'est de la Méditerranée crée un lien contraignant entre ses trois bordures continentales : européenne (les Balkans), asiatique (Asie Mineure, Syrie, Palestine), et africaine (Égypte, Cyrénaïque). S'y trouvent incluses aussi deux voies mondiales de navigation : les « détroits » (Dardanelles, Bosphore) et, à partir de 1870, le canal de Suez et la mer Rouge. Le climat apporte partout des étés chauds et une forte sécheresse qui, localement, peut aller jusqu'au désert. En revanche, on ne peut oublier que, épisodiquement, le nord des Balkans, la mer Noire, la Mésopotamie ou, plus étonnamment, le Maghreb, situé à l'ouest, ont été intégrés dans la « Question d'Orient ».
- 6 Dans l'« Extrême-Orient » de P. Renouvin, la prédominance de l'histoire l'emporte d'emblée. Il mentionne le climat de moussons au sujet duquel une publication abondante existait déjà. Mais parmi les territoires que le géographe Jules Sion décrit en 1928 dans ses deux volumes sur « l'Asie des Moussons », il écarte l'Inde (Asie du Sud) et ne retient de l'Asie du Sud-Est que la péninsule Indochinoise.
- 7 Tout à l'opposé, l'Extrême-Orient doit inclure les régions froides du nord-est du continent ainsi que les archipels du Pacifique.
- 8 Toutefois, cette distorsion n'est pas aussi grande qu'elle le paraît. P. Renouvin ne s'est pas trompé dans son choix. Au XIX^e siècle, et particulièrement dans sa seconde moitié, l'Orient et l'Extrême-Orient existent dans la politique mondiale de par leur confrontation avec l'Occident ; et dans ce rapport, plus que les positions géographiques, ont dominé l'infériorité ou la supériorité militaire. C'est donc par une réflexion sur les diverses modalités de colonisation, comprises dans le cadre de la tentative de domination planétaire de l'Occident de cette époque, qu'il faut poursuivre l'analyse.
- 9 Il semble souhaitable de s'attacher tout d'abord au contenu de ce qui était appelé l'Occident. Loin de rassembler les États situés à l'ouest d'une ligne imaginaire, il ne s'agit que de l'Europe conquérante ou, plus précisément, des six grandes puissances qui y coexistent plus ou moins difficilement : l'Angleterre, la France, l'Autriche et la Russie ; puis plus récemment l'Allemagne (mais forte de l'héritage prussien) et l'Italie. Dans cette liste, la Russie est originale : elle est occidentale parce que redoutable militairement, orientale par sa situation ou son étrangeté. À l'exception de l'Autriche, ces puissances sont ou plutôt se conçoivent comme des États-nations. Toutes, soucieuses de leur sécurité, sont surarmées par rapport à une industrialisation qui demeure très inégale. Leur politique est généralement à la fois défensive et tournée vers l'expansion.
- 10 Les États américains sont tenus hors de cette catégorie, même les États-Unis jusqu'à leur victoire contre l'Espagne (1898) : ils interviennent peu dans la grande politique internationale, si ce n'est lorsque leurs intérêts continentaux sont en jeu.
- 11 L'expansion de cette Europe dominante est multiforme et adaptée à des territoires différents. Parmi eux, il convient de décrire en leurs traits spécifiques l'Orient et l'Extrême-Orient, sans négliger le fait que c'est par leurs racines européennes que se distinguent alors les phases de l'histoire des relations internationales : 1815-1848 ; puis 1850-1870 ; enfin 1871-1914.

- 12 Nous proposons de séparer dans le mot colonisation – indépendamment des motivations économiques ou politiques – le fait de peuplement, qui suppose un déplacement massif de population, et le fait de conquête, qui vise le contrôle d'un territoire par l'action militaire⁴. Une colonisation n'est complète que si le même État pratique avec succès les deux politiques.
- 13 Or au XIX^e siècle, l'association entre peuplement et conquête devient rare dans l'expansion occidentale. D'après les spécialistes, cinquante-cinq millions d'Européens quittent leur continent entre 1820 et 1920, et la très grande majorité d'entre eux ont fait le choix de l'Amérique comme lieu de destination⁵, afin d'y occuper souvent des espaces encore libres, mais toujours placés sous la souveraineté d'États nouveaux, et dégagés de liens de dépendance coloniale envers l'Europe.
- 14 Sur le continent africain, domaine de colonisation par excellence, c'est l'action militaire qui l'emporte. Mais souvent elle se limite à des colonnes légères, dans une fonction d'exploration autant que de guerre, à partir de bases côtières qui remontent à des périodes plus anciennes de l'intervention européenne (portugaise, anglaise, française). Il en résulte en quelques décennies un partage du territoire africain, facilité par l'absence de structures politiques stables. La résistance de l'Éthiopie à la colonisation italienne (1896) est une exception. Les frontières sont faciles à fixer et les conflits entre puissances conquérantes restent limités. Le cas de Fachoda, en 1898, est aussi une exception, explicable par l'intégration du bassin du Nil dans la « Question d'Orient ».
- 15 Par comparaison, l'Orient et l'Extrême-Orient ne pouvaient paraître ouverts ni à une immigration massive ni à une pénétration militaire facile. Leur trait dominant était d'être organisé sur la base d'une présence, enracinée depuis longtemps, de l'État. Celle-ci était poussée même jusqu'à la construction de très grands empires : celui des Ottomans près de l'Occident et, très loin, la Chine elle-même. Tous les deux, hétérogènes, s'affaiblissent au XIX^e siècle, du fait surtout de mouvements centrifuges à leur périphérie, où ils subissent l'action des puissances occidentales, à la fois effet et cause. C'est en raison de cette donnée géopolitique quasi permanente que le mot « Question » (qui en langage diplomatique signifie crise sans solution plausible) fut employé spontanément en Orient et, par imitation, en Extrême-Orient, au singulier, quoique les problèmes aient été nombreux et dispersés.

Un sous-système déterminant : la Mandchourie, guerres et colonisations militaires

- 16 La Mandchourie, qui nous intéresse ici, peu connue au XIX^e siècle, est devenue vite célèbre au XX^e siècle comme lieu de réussite d'une industrialisation volontaire, peu fréquente en situation coloniale⁶. Elle attire alors l'attention de Joseph Schumpeter⁷. Après la guerre, Mao Ze-Dong aurait, dit-on, félicité Ayukawa Yoshisuke 鮎川義介 (1880-1967), le fondateur de Nissan qui, en 1937, avait contribué à ce succès économique.
- 17 Mais quand la Mandchourie « entre dans l'histoire internationale », aux confins des XIX^e et XX^e siècles, ce n'est pas la modernité économique qui en est le moteur, mais une modernité militaire qui se manifeste par les événements des deux grandes guerres, sino-japonaise (1894-1895) et russo-japonaise (1904-1905).

- 18 Certes, depuis la guerre de l'Opium – et surtout depuis l'entrée des forces franco-anglaises à Pékin en 1860⁸ – la Chine était considérée comme une puissance militaire. Plus récemment, à la fin de la guerre franco-chinoise en 1885, la défaite, toute locale, de Langson avait pu faire naître des craintes à Paris. Cependant, aucun de ces épisodes guerriers n'était assez détaché de l'exotisme colonial pour justifier une comparaison avec le souvenir des conflits austro-prussien (1866) et franco-allemand (1870).
- 19 D'une tout autre nature sont les deux grandes guerres extrême-orientales ici mentionnées. Les batailles, livrées si loin, sont bien plus modernes, au point de vue technique, que celles qui ont lieu, à la même époque à Cuba, aux Philippines (guerre hispano-américaine), au Transvaal, voire dans les Balkans. Forteresse russe assiégée pendant quatre mois (1904), Port-Arthur devient aussi célèbre que l'avait été Sébastopol, en Crimée. Mais ce sont les flottes de combat qui révèlent le mieux le niveau technologique des guerres. La bataille « du Yalu », en 1894, où s'affrontent escadres chinoise et japonaise, est considérée comme la plus importante depuis celle – austro-italienne – de Lissa (en 1866 en Adriatique). Le 27 mai 1905, après la destruction complète de la flotte russe de la Baltique près de l'île de Tsushima (mer du Japon), la victoire japonaise est comparée à celle de Nelson à Trafalgar (1805)⁹.
- 20 De telles expériences de combat, en « grandeur réelle », attirent la réflexion des experts occidentaux. Dans les mois, qui suivent la bataille de Tsushima, à Londres, le « Premier Lord de la Mer », l'amiral John Fisher (1841-1920), invente deux types de grands navires : la classe « Dreadnought » (nom du premier bâtiment de cette catégorie), puissant et lent, qui va remplacer les cuirassés, et le croiseur de bataille, puissant, rapide notamment de par sa cuirasse moins épaisse, qui remplace les croiseurs cuirassés. On retrouve ces types de vaisseaux au Jütland le 31 mai 1916.
- 21 Ainsi, nous verrons que l'entrée de la Mandchourie (spécialement le Liaodong, à l'extrémité duquel se trouve Port-Arthur) dans l'histoire commence par des guerres qui ne sont pas du tout du type des guerres coloniales, mais qui préfigurent plutôt l'avenir immédiat en Europe.

La Mandchourie et les trois empires

- 22 L'espace des guerres – royaume de Corée et Mandchourie surtout – peut être inclus dans plusieurs cadres géopolitiques : 1) la bordure nord du monde sino-centré ; 2) l'Asie centrale, ni chinoise ni russe, mais soumise à l'autorité chinoise ou à l'autorité russe au XIX^e siècle ; 3) l'Asie du Nord-Est, concept défini par Yves Lacoste, pertinent parce qu'il fait place au Japon¹⁰. Quelle que soit la dénomination choisie, l'espace intermédiaire est encadré par trois empires à la période charnière des XIX^e et XX^e siècles, lorsque les guerres modernes le font entrer sur le devant de l'histoire mondiale. De nos jours, cent ans plus tard, les frontières ont été un peu altérées. Mais sous des régimes différents, les trois grands états – Chine, Russie, Japon – sont en place, et l'espace intérieur aussi, quoique réduit aux deux Corées et à l'île de Taiwan. La colonisation occidentale a disparu, si ce n'est sous l'aspect des bases américaines créées, il y a soixante ans, en territoire japonais puis coréen. Définir l'espace des guerres non coloniales sino- et russo-japonaises, c'est déjà décrire des constantes qui, toutefois, ne peuvent être comprises que sous la forme d'une addition de situations historiques.

Aux confins du « continent chinois »

- 23 Pour les chancelleries, Chine et Mandchourie sont impossibles à distinguer si l'on s'en tient au droit international : leurs frontières officielles, face aux États étrangers, ne le permettent pas. Pour choisir un exemple, on considérera les conséquences du traité signé à Pékin, par la Chine et la Russie, en octobre 1860. Ayant reconnu la souveraineté du tsar sur les territoires compris entre la mer du Japon à l'est, et à l'ouest, un affluent de l'Amour, l'Oussouri, cette rivière devient une frontière d'État. Quoique située en Mandchourie, elle est la limite de la Chine face à la Province maritime russe.
- 24 La Mandchourie ne pouvait être pour autant réduite au statut de province chinoise. En premier lieu, au plan des symboles, l'association de la Mandchourie et de la Chine est le résultat d'une union dynastique. Le statut de « double monarchie » existe dans l'Europe du XIX^e siècle. Cependant plutôt qu'une union dans l'égalité, celle-ci s'apparente au regroupement de l'Irlande et de la Grande-Bretagne. À Pékin, le souverain, qui est un Mandchou depuis 1644, est présent et gouverne comme empereur de Chine. À Moukden, principale ville de la Mandchourie, considérée comme le pays de ses ancêtres, sa présence comme empereur est fictive. Mais la dualité nominale des territoires suffit à souligner leur séparation. On peut tenir pour symbolique l'existence d'une langue mandchoue, « le tartare », langue écrite et diplomatique, enseignée par Édouard Chavanne au Collège de France vers 1900.
- 25 En second lieu, la séparation des territoires est fonctionnelle. Infime minorité, les Mandchous, au XVII^e siècle, avaient pu conquérir la Chine dans la mesure où leur spécialité guerrière n'avait rencontré que l'indifférence des Chinois pour l'action militaire. Ensuite, cette différence de comportement devient un des facteurs essentiels de la stabilité politique en Chine. À Pékin, les souverains de la dynastie mandchoue eurent constamment le souci de protéger leur pays d'origine contre une immigration des paysans chinois qui auraient pu détruire le peuple mandchou. Malgré cet obstacle, lors de la guerre sino-japonaise, la majorité de la population dans le sud de la Mandchourie est déjà chinoise. Quoique la densité de l'occupation du sol y soit beaucoup plus faible qu'en Chine.
- 26 Ainsi, si l'on en juge d'après ses habitants, la Mandchourie en 1880-1890, n'est pas encore une terre chinoise. Elle commence seulement à le devenir. La transformation en cours est due à une colonisation de peuplement rendue récemment possible. Celle-ci, après avoir débuté lentement – et seulement là où les moyens de déplacement le permettaient – prit la forme d'un mouvement de masse dès la fin de la guerre russo-japonaise. De là, vingt-cinq ans plus tard, lors de la création du Mandchoukouo sous autorité japonaise, vint la perception dans ce territoire d'une coexistence de peuples divers. Ishiwara Kanji 石原莞爾 (1899-1949) le chef des opérations, qui planifia la conquête de la Mandchourie, décrivait alors cet espace comme « le pays des Mandchous, des Mongols et des Coréens, colonisé [ensuite] par les Chinois ».
- 27 Seule la Chine put mener à bien ce type de colonisation. Seule elle disposait du « trop-plein » démographique indispensable, renforcé par une plus grande proximité. La Russie et le Japon auraient voulu parvenir à ce résultat. Mais, ils n'en eurent jamais les moyens.

La Mandchourie, un espace d'Asie centrale à prendre en compte...

- 28 Distincte nettement de la Chine « proprement dite », la Mandchourie occupe aussi une place originale, vers la fin du XIX^e siècle, dans l'Asie centrale. Cette longue et large zone de territoires, à la fois massivement continentaux et peu peuplés, part, à l'ouest, du Turkestan pour atteindre à l'est les mers bordières du Pacifique septentrional, mer du Japon, mer Jaune. Si l'on adjoint à cette immensité la péninsule Coréenne, l'Asie centrale se termine dans la mer de Chine orientale. Son originalité et son unité toutefois sont surtout géopolitiques. En elle, durant le long XIX^e siècle, comme l'a écrit en 1946 P. Renouvin, « par la Sibérie et par la Province maritime, la Russie est limitrophe de l'Empire chinois sur des milliers de kilomètres ». Mais, ajoute-t-il, « presque partout le contact est établi dans des régions dont la population n'est pas chinoise et n'est pas sérieusement encadrée par les fonctionnaires du gouvernement de Pékin »¹¹. La continuité de la frontière ne doit pas masquer une dissymétrie entre sa face nord et sa face sud. Côté russe, la capacité et la volonté d'établir une frontière militaire et une souveraineté complète sont freinées par la difficulté d'occuper suffisamment le sol. Côté chinois, la fragilité de la souveraineté (son aspect indirect : vassalités diverses, recours aux liens culturels et au prestige) est en puissance compensée par l'aptitude à instaurer un peuplement dense, quand le relief, l'aridité et les interdits de déplacement ne s'y opposent pas.

...dans la construction de l'Asie du Nord-Est

- 29 Dans le vaste ensemble appelé Asie centrale, l'originalité de la Mandchourie est d'être une vaste plaine en son centre, et de disposer d'une large côte sur la mer Jaune, au sud. On retrouve ainsi le point focal des guerres modernes extrême-orientales : le Liaodong et Port-Arthur.
- 30 La conjonction d'un espace vide, et d'un front de mer permet de rapprocher la Mandchourie de ses deux territoires voisins : d'un côté, la province maritime russe, définie par la puissante base navale de Vladivostok, guère plus ancienne que Port-Arthur (1866) et, d'un autre côté, le Royaume de Corée, déclaré indépendant en 1876. Ses faiblesses politiques et militaires peuvent y créer un effet de vide comparable à une insuffisance de population. En revanche, ses facilités portuaires sont considérables et bien placées par rapport aux détroits qui le séparent de l'archipel japonais. Tous ces territoires sont bordés par un chapelet de petites mers, non pas fermées, mais distinctes, parmi lesquelles on ne peut oublier le golfe du Chilhi (Bohai). Entouré par les puissances chinoise, russe et japonaise, l'ensemble forme une Asie du Nord-Est, très ouverte à la navigation. Quoique plus réduite géographiquement que celle définie par Y. Lacoste, cette dernière est entraînée, entre 1880 et 1890, dans des mutations géopolitiques rapides.
- 31 Mais les descriptions n'ont d'intérêt que si elles contribuent à expliquer les guerres entre les trois puissances voisines, entre 1894 et 1905. Ces conflits, reconnus comme affrontement entre États, représentent une irruption de haute technicité militaire dans des espaces peu, ou pas du tout développés. De ce fait, il ne nous paraît pas acceptable de considérer les guerres sino-japonaise et russo-japonaise comme des variantes des rivalités économiques constitutives de la « question d'Extrême-Orient », présente dans la tradition historico-géographique française.

Enjeux et stratégies de la constitution des empires face à la Mandchourie

- 32 Malgré d'incontestables interactions, il nous semble pertinent d'opérer deux distinctions. L'une tout d'abord d'ordre géopolitique, en séparant la Chine « proprement dite » et l'Asie du Nord-Est. L'État chinois est présent dans les deux cadres. Mais s'il est objet de colonisation de la part des pays occidentaux, il est lui-même acteur de colonisation en Mandchourie et en Corée. L'autre distinction s'applique aux causes des guerres. Est-ce du fait de l'actuelle domination des paradigmes de l'économie de marché et des aspirations qu'elle suscite (goût du lucre, consumérisme, etc.) ? Il semblerait que, bien souvent, on ait du mal à percevoir, de nos jours, dans les conflits du passé, d'autres causalités, d'autres réalités que celles relevant strictement du plan économique. Or les trois puissances ont des projets à long terme, voire résolument permanents, qui sont surtout sécuritaires.
- 33 Pour la Russie, l'important est d'acquérir une nouvelle base navale, capable de corriger les imperfections de Vladivostok. En 1884, une tentative eut lieu, par location, à Port-Lazareff¹² sur la côte coréenne de la mer du Japon. Plus anciennement encore, en 1861 vers la fin du Shogunat, un navire de guerre russe, le Posadnik avait stationné à Tsushima sous prétexte de réparations et tenté d'y installer une base¹³. Dans les deux cas la Russie renonça, sans combat, à la suite d'une intervention de la flotte anglaise. Le Japon fut satisfait de cet appui. Dans ces questions, aucun intérêt économique ne fut en jeu. Tout fut stratégique.
- 34 Pour la Chine, la mise en sécurité de la capitale impériale est fondamentale. Le succès est possible si la flotte chinoise du Nord (Beiyang) parvient à barrer la route aux navires de guerre et aux transports de troupes étrangers venant de la mer Jaune. L'entrée du Bohai est encadrée par deux bases navales récentes. La principale, Port-Arthur, est estimée par des experts allemands, avant la guerre sino-japonaise, être l'égale de Hong Kong. La seconde, Weihai Wei, est située à l'extrémité du Shandong. Cependant la politique de Li Hongzhang 李鴻章 (1823-1901), le vice-roi du Chilhi, vise aussi à maintenir un contrôle politique sur la Corée, ancien état tributaire de Pékin. La péninsule du Liaodong et Port-Arthur viennent renforcer ce contrôle par mer.
- 35 Pour le Japon, le but visé, dès la fin du Shogunat, a été de parvenir à une égalité réelle – militaire et juridique – avec les grandes puissances mondiales. La révision des traités inégaux conclus avant 1868 est un objectif invariable. Mais l'axe concret de la politique extérieure est de sécuriser le territoire national par l'obtention d'une position politique dominante en Corée, le plus voisin des États étrangers. Il ne s'agit pas d'ignorer son intérêt commercial. Depuis 1876, une immigration japonaise est en passe de contrôler ses échanges extérieurs. Toutefois, ce succès marchand ne procure nullement la tranquillité militaire dont les dirigeants, à Tōkyō, estiment avoir besoin. Avoir échappé à une colonisation est inutile si le Japon doit supporter le voisinage des empires russe et chinois. La question ne peut être résolue que si la Corée devient un État tampon, plus simplement une « muraille », afin de maintenir à distance les grands empires continentaux.
- 36 Les politiques sécuritaires visent toutes l'obtention d'avantages irréversibles. Contrairement aux rivalités commerciales, elles se prêtent difficilement aux arbitrages. Entre la Chine, la Russie, le Japon, il ne s'agit pas de partager des territoires colonisables, mais d'utiliser leur espace comme moyens de renforcement stratégique. Toutefois, il conviendrait d'expliquer par quelle rencontre de situations historiques et

de données géographiques, la probabilité des guerres n'est devenue une constante qu'à partir de la décennie 1880-1890.

- 37 En 1880 commence une nouvelle phase d'expansion des états européens hors de leur continent, que Jean-Baptiste Duroselle appelle « la grande expansion coloniale »¹⁴. Tunisie, Égypte, Afrique noire (en quasi-totalité), Asie du Sud-Est sont touchées. Le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie – puissances nouvelles – y jouent les grands rôles. Les États-Unis se joignent au mouvement plus tard. Les anciens empires coloniaux, aux métropoles affaiblies (Espagne, Portugal) sont remis en question (guerre hispano-américaine 1898, guerre du Transvaal 1899).
- 38 Parallèlement, ces succès sont dépendants de progrès techniques qui favorisent non seulement le commerce international, mais aussi l'action militaire à distance : les chemins de fer, et la construction navale sont liés au renouveau de la colonisation. La production des navires de guerre exige une technologie (turbines, blindages, artillerie) dont seuls les grands pays industriels sont capables, d'autant plus que les navires deviennent vite obsolètes. Il existe donc un commerce international bien en vue des navires de guerre, dans lequel les chantiers navals britanniques occupent la première place¹⁵.
- 39 Au point de vue chronologique, les relations entre la Chine, la Russie, le Japon en Asie du Nord-Est appartiennent à ces changements mondiaux, mais jusqu'à quel point ? Faiblement sous l'angle politique, fortement si l'on ne considère que l'aspect technologique, avec toutefois un décalage entre le recours à la navigation (transports et flottes de combat), dès 1880, et l'installation des chemins de fer à partir de 1896. C'est pourquoi, il nous semble impossible d'expliquer la genèse et le déroulement des guerres sino-japonaise et russo-japonaise dans les schèmes de « la grande colonisation ». Cependant s'il y a constatation d'un déphasage dans la marche de l'histoire, s'agit-il du poids des archaïsmes en Asie ou d'une anticipation qui préfigurerait la Première Guerre mondiale en Europe ? En premier lieu à partir de 1850, tant la Russie en Crimée (1855) que la Chine et le Japon, lors du processus « d'ouverture », avaient subi les mêmes conséquences de leur infériorité, en particulier sur mer. Leurs défaites dans un passé récent ne les entraînent pas vers une expansion coloniale, mais dans une entreprise de remilitarisation qui vise l'efficacité proche et l'affirmation de la puissance.
- 40 En second lieu, l'extrême difficulté des déplacements sur terre ne pouvait que conduire les trois empires à donner un rôle décisif – dans l'attaque comme dans la défense – à la marine, en prévoyant l'association des transports et du combat. Sans pouvoir l'affirmer au sujet de la Russie et de la Chine, on sait que le premier livre d'Alfred Thayer Mahan (1840-1914), *The Influence of Sea Power upon History* (1890)¹⁶, fut lu attentivement au Japon.
- 41 Sans doute, l'insularité l'imposait-elle. Même lorsque des routes terrestres sont possibles, la navigation est de beaucoup préférable. Pour aller de Pékin à Séoul, le meilleur chemin consiste à passer par Dagu 大沽 (Taku) et le golfe de Bohai, par Port-Arthur et la mer Jaune. C'est là que le 25 juillet 1894, la marine japonaise arraisonne, puis coule un transport de troupes loué aux Anglais, chargé de 1 000 militaires chinois conduits en Corée¹⁷.
- 42 Dès 1880, de plus en plus nettement, les conditions géographiques orientèrent les trois puissances voisines non vers la défense de leurs côtes, mais vers la maîtrise des mers. D'où la constitution de trois flottes, d'autant plus modernes que les navires venaient

d'Europe et que les critères technologiques étaient internationaux. Les rivalités sino-japonaises, puis russo-japonaises atteignent à une intensité comparable à celle qui fut observée à la veille de 1914 en mer du Nord entre Anglais et Allemands. Pour éclairer ces faits, il est indispensable de les situer dans l'évolution générale de la question d'Extrême-Orient jusqu'en 1904.

Coexistence ou incompatibilité des impérialismes (1890-1901)

- 43 D'après la présentation qui en est donnée généralement, cette question d'Extrême-Orient aurait évolué depuis les années médianes du XIX^e siècle, sous l'influence conjointe de deux dynamiques : d'un côté l'image répandue dans les pays industrialisés d'une Chine, qui, du fait de sa population, serait « un eldorado commercial » ; d'un autre côté, la crainte, plus tardive, que le Japon, ayant seul en Asie surmonté le handicap des traités inégaux, ne puisse réussir à empêcher les Occidentaux d'exploiter le marché chinois¹⁸.
- 44 Ces vues contiennent une part de réalisme. Elles sont toutefois beaucoup trop centrées sur l'intérêt économique et trop globalisantes, parce qu'elles cherchent une explication moniste dans la démographie de la Chine.
- 45 Ce n'est pas pour servir d'instrument commercial que le Transsibérien a été construit¹⁹. Pendant la guerre russo-japonaise, à raison de quatorze trains par jour, il fut capable de transporter cinq cent mille hommes de troupe en Mandchourie. De son côté, le Japon devient, dès 1905, une puissance militaire, bien avant de se transformer en une puissance industrielle. Contre l'explication moniste, nous nous proposons de reconnaître qu'il y eut en Extrême-Orient des politiques coloniales (ou nationales) différentes et d'observer leur application à des lieux de colonisation géographiquement distincts : la Chine proprement dite et le face-à-face (ou le voisinage) Chine/Russie/Japon autour de l'espace mandchou et, éventuellement, de la Corée. Il s'agit donc maintenant d'insérer leur interaction dans une chronologie.

Avant la guerre sino-japonaise (24 juillet 1894)

- 46 La séparation entre les deux domaines géopolitiques se maintient sans difficulté. La colonisation imposée à la Chine est stable, à un degré exceptionnel à l'époque, parce qu'elle est fondée sur une prévention des risques militaires au profit d'une idéologie de l'exploitation commerciale. Elle repose sur deux bases juridiques qui n'ont fusionné que localement : d'un côté les traités inégaux conclus chacun entre la Chine et un État colonisateur sur le fond d'un impérialisme limité ; d'un autre côté, la clause de la Nation la plus favorisée, incluse dans chacun de ces traités, et permettant aux marchands occidentaux de bénéficier des mêmes privilèges et garanties dans tous les ports qui leur sont ouverts. Le système était né de cette intuition qu'un impérialisme limité devait être/permettait d'être aussi un impérialisme collectif. De là une double collaboration : d'une part, entre l'État chinois, ses agents administratifs et les étrangers, d'autre part, entre autorités et entreprises occidentales, malgré leur rivalité. En fait, il s'agit de la rencontre entre l'attitude traditionnelle de l'Empire chinois envers les barbares et la prépondérance anglaise tant commerciale que navale.
- 47 Cette dernière pouvait conduire à une sorte de droit de police dans l'« eldorado commercial chinois ». Quand, en 1884, les Russes visent Port-Lazaref-, une escadre est

détachée de Hong Kong à Port Hamilton, dans le détroit de Corée, pour leur interdire une pénétration en mer de Chine. À l'automne 1884, quand se prolonge la guerre franco-chinoise, Jules Ferry renonce à ordonner le blocus des ports afin de ne pas nuire aux intérêts des « puissances étrangères »²⁰. Enfin peu avant qu'il ne s'engage dans les opérations contre la Chine, en juillet 1894, le Japon promet aux puissances de ne pas attaquer la région de Shanghai²¹.

- 48 Globalement, le domaine reconnu à l'impérialisme collectif est volontairement tenu à l'écart des conflits, et, de même, la région de Pékin, parce que la dynastie mandchoue y est le garant de la légitimité des traités. Dans l'autre domaine géopolitique, au nord, entre les empires, les conflits n'éclatent pas. Mais les guerres futures commencent à y être préparées concrètement : du côté russe par la construction de chemins de fer, du côté chinois et japonais par une double montée en puissance parallèle sur mer.
- 49 Le chemin de fer de Sibérie ou Transsibérien, soit 7 416 kilomètres de Tcheliabinsk à Vladivostok, était en projet depuis 1850. Mais c'est seulement dans l'Europe post-Bismarkienne, après la conclusion de l'alliance franco-russe, que les banques françaises ont pu en procurer le financement. Le désenclavement des territoires extrême-orientaux de la Russie par une voie terrestre fut décidé. Le chemin de fer devait suivre le cours de l'Amour sur la rive gauche et, après une section en transport fluvial, rejoindre à Khabarovsk une ligne en cours d'établissement dans la Province maritime, depuis Vladivostok²².
- 50 L'armée russe ne disposait que d'environ quinze mille hommes en Extrême-Orient. Les ravitailler et les renforcer étaient difficile. Le Transsibérien était un remède radical. Mais la solution apportée au problème de l'isolement par voie ferrée ne supprimait nullement la question portuaire : elle l'aggravait. D'autant plus que les relations entre les territoires par mer continuaient de s'imposer.
- 51 Sans qu'on en ait la preuve²³, il est vraisemblable que, au fur et à mesure que le Transsibérien s'approchait de la Transbaïkalie, la question du port qui devrait lui servir de terminus ait été discutée, l'insuffisance de Vladivostok, point d'aboutissement officiel, étant depuis longtemps reconnue. Bien au-delà des victoires techniques, il était inévitable de penser que l'œuvre entreprise aboutirait à une colonisation militaire dans laquelle s'associeraient les chemins de fer, un port en eaux libres et une flotte puissante.
- 52 C'est tout au moins sous cette forme que l'action de la Russie a été perçue et en Chine et au Japon. L'espace nécessaire à cette construction militaire ne pouvait se trouver qu'en Mandchourie et/ou en Corée. Ainsi réapparaît dans le nord une menace prioritaire, qui pour le Japon avait été largement effacée lors de la signature à Saint-Pétersbourg, le 7 mai 1875, du Traité d'échange portant sur l'île de Sakhaline et sur les Kouriles (*Karafuto-Chishima kōkan jōyaku* 樺太千島交換条約).
- 53 Toutefois c'est une menace pour l'avenir. Nettement plus préoccupant est le retour en force de la Chine en Corée, dès 1885. Les hommes d'État japonais y voient – bien au-delà d'une restauration du statut d'« État tributaire »²⁴ dans l'Asie sinisée – une manifestation du colonialisme moderne²⁵. Celui-là même que la France institue en Tunisie (1881), et plus particulièrement, l'Angleterre en Égypte (1882)²⁶. Une colonisation « moderne » de la Corée par la Chine aurait impliqué l'effondrement complet du rêve sécuritaire du Japon. À Tōkyō cependant, loin de mettre en doute la

validité de l'idée d'État tampon, ces échecs sont expliqués par la faiblesse de la marine japonaise. Le problème coréen devient celui de la maîtrise de la mer Jaune.

- 54 Les flottes de la Chine et du Japon ne sont pas différentes par le nombre à la bataille du Yalu, le 17 septembre 1894 : on trouve dix vaisseaux de chaque côté. Mais leurs qualités sont différentes, et reflètent des politiques distinctes.
- 55 En Chine, la « flotte du Nord » est une création de Li Hongzhang qui, en 1882, a commandé aux chantiers Vulkan de Stettin, en Allemagne, deux cuirassés de 7 335 tonnes²⁷ : le Dingyuan 定遠号 (ou Ting Yuen) et le Zhenyuan 鎮遠号 (ou Chen Yuen). Armés de quatre canons de 305 mm alors le plus gros calibre de l'artillerie navale, pourvus d'un blindage épais, ils filent plus de quatorze nœuds. En Europe, ce seraient des navires puissants. En Extrême-Orient où ils arrivent en 1885, ce sont des navires sans rivaux. La flotte chinoise parvient à la supériorité absolue. Lorsque le 5 juillet 1891, les deux cuirassés font une visite au Japon, celle-ci est considérée comme un étalage de leur invulnérabilité²⁸. Aux personnalités dominantes qui se succèdent à Tōkyō, le renforcement de la marine continue de s'imposer : Iwakura Tomomi 岩倉具視 (1825-1883), après la « mutinerie de l'ère Jingo » (*Jingo gunran* 壬午軍乱) à Séoul, en 1882, et Yamagata Aritomo 山縣有朋 (1838-1922) en 1890, tiennent le même langage²⁹.
- 56 De 1883 à 1894, vingt-quatre navires entrent en service³⁰. Jusqu'en 1888, la plupart sortent des chantiers de construction japonais. Ce sont de petits navires nommés approximativement canonnières, corvettes ou croiseurs. Les moyens financiers ne permettent guère de passer des commandes en Europe. Au Japon même, faute soit d'équipements soit de matériaux, construire des vaisseaux supérieurs à 2 000 tonnes se révèle impossible. Trois grands croiseurs de plus de 3 600 tonnes sont cependant achetés, deux en Angleterre (chez Armstrong), un en France (aux chantiers du Havre). Ils sont livrés en 1886. Ils portent des canons de 260 mm. Il se forme ainsi une première tradition japonaise de navires rapides (dix-huit ou dix-neuf nœuds), bien armés voire surarmés par rapport à leur tonnage. Mais l'absence de cuirassés se fait sentir, et la crainte des deux navires chinois s'amplifie. Il paraît donc nécessaire de faire appel davantage aux constructeurs étrangers.
- 57 La solution la plus directe serait de commander des cuirassés en Europe. Le Japon ne peut s'y résoudre que tardivement, en 1892 : deux navires, le Fuji et le Yashima, de 12 500 tonnes ne seront achevés qu'en 1897. En attendant, c'est dans la voie du surarmement de bâtiments moyens que la riposte est recherchée. En 1888 le directeur de l'arsenal de Yokosuka est l'ingénieur français Émile Bertin³¹. Il dessine les plans de trois garde-côtes (*kaibōkan* 海防艦) de 4 278 tonnes chargés chacun d'un énorme canon de 320 mm, censé être capable de détruire les cuirassés chinois, tout en conservant une vitesse de seize nœuds. Mais le tir de ces canons est très lent : un obus par cinq minutes. Après quoi, l'intérêt se porte vers des croiseurs où la vitesse du navire et celle du tir s'harmonisent mieux. Le Yoshino, de 4 216 tonnes construit par Armstrong est, avec ses vingt-deux nœuds, le croiseur le plus rapide du monde.
- 58 Face à la Chine, les militaires japonais sont confiants pour les combats terrestres. Mais la maîtrise de la mer reste incertaine. D'où, une certaine prudence de la politique japonaise en Corée, même à la veille de l'entrée en guerre. Et cependant, le Japon se décide à la guerre. La question la plus importante semble être celle de la perception des dangers et de leur hiérarchisation dans un temps de réflexion assez court. Il peut y avoir un risque dans la guerre et un autre risque dans un amoindrissement éventuel de

la sécurité sans la guerre. Pour préciser quelle fut la raison d'être de la décision prise en juillet 1894, il semble essentiel de pouvoir la comparer à celle, presque dix ans plus tard, qui pousse le Japon, à attaquer la Russie en février 1904.

La paix de Shimonoseki (17 avril 1895) et l'intervention des trois puissances (23 avril 1895)

- 59 La question posée est simple. Il s'agit de déterminer dans quelle mesure les événements ont pu altérer la juxtaposition des deux types d'impérialisme.
- 60 Le traité de paix imposé à la Chine contenait quatre catégories d'exigences :
- 1. Reconnaître l'« indépendance » de la Corée : ne plus y intervenir ;
 - 2. Payer une indemnité de guerre comme tous les états vaincus à l'époque ;
 - 3. Après l'abolition du traité de commerce de 1871 (*Nisshin shūkō jōki* 日清修好条規), conclure un nouvel accord faisant bénéficier le Japon de la clause de la Nation la plus favorisée, de l'usage de plusieurs ports jusqu'ici non ouverts aux étrangers, ainsi que du droit d'y établir des manufactures. Par ces dispositions, le Japon fait son entrée dans le système colonial collectif, lui apporte de nombreux avantages supplémentaires et est supposé favorable à son maintien : ce qui conduit le Royaume-Uni à adhérer à la paix de Shimonoseki ;
 - 4. La remise par annexion de trois dépendances territoriales jusqu'alors chinoises : Taiwan, le petit archipel voisin des Pescadores et, en Mandchourie, la péninsule du Liaodong dans sa totalité (du Yalu à l'est, à la rivière Liao sur laquelle naviguent les jonques). Tous ces territoires mentionnés sont occupés par l'armée japonaise.
- 61 Bien qu'aucune de ces annexions ne touche formellement la « Chine proprement dite », de tels changements de souveraineté n'avaient plus été imposés en Extrême-Orient depuis la création de la colonie anglaise de Hong Kong. En fait si le traité de Shimonoseki débouche en quelques jours sur une très grave crise internationale, c'est parce que ce retour à une colonisation que les puissances feignent d'avoir oublié s'applique à Port-Arthur. La succession rapide des événements prouve la gravité de la crise, dont l'enjeu, perçu tout de suite, est une nouvelle guerre. À Shimonoseki, le traité vient d'être signé le 17 avril 1895. Le 23 avril à Tōkyō les représentants diplomatiques de la Russie, de l'Allemagne et de la France remettent chacun une même note au gouvernement japonais pour l'inviter à restituer le Liaodong à la Chine. Le 1er mai, le Japon offre de n'en garder que l'extrême sud, donc Port-Arthur. Cette solution est rejetée. Le 5 mai, il se soumet aux injonctions de « cette intervention des trois puissances » (*sangoku kanshō* 三国干涉). La crise n'a duré que vingt jours. Il est entendu qu'un supplément sera ajouté à l'indemnité de guerre et que, jusqu'à ce que la Chine l'ait acquitté, le Japon conservera (ce qui avait été déjà admis) le contrôle de Weihai Wei.
- 62 Les arguments échangés pendant ces moments décisifs n'ont pas de valeur réelle. L'important est le rapport de force qui conduit le Japon à une sorte de capitulation ainsi que la nouveauté et l'ampleur des combinaisons diplomatiques, c'est-à-dire de la pression exercée sur l'Extrême-Orient.
- 63 Avant même que le Japon ne soit frappé par cette injonction, la Russie avait préparé une concentration de ses forces navales. Une partie des navires modernes de la flotte de la mer Noire, passant par le canal de Suez, a été transférée à Vladivostok. Bien que victorieuse de la marine chinoise à la bataille du Yalu, puis à celle de Weihai Wei, la

flotte du Japon ne peut pas résister à la marine russe. Les cuirassés chinois avaient fini par être capturés parce que les équipages, qui enchaînèrent des fausses manœuvres désastreuses, n'étaient pas à la hauteur des qualités technologiques des navires. Contre les Russes, de telles déficiences ne peuvent être espérées. Le projet russe consiste à organiser le blocus des ports du Japon et, disposant de la maîtrise des mers, à asphyxier les armées japonaises dispersées sur le continent. Le Japon s'est trouvé devant le risque d'une défaite totale. C'est l'insuffisance des forces navales qui fut décisive.

- 64 Le Japon et la Russie réagissent à des problèmes immédiats. Les autres puissances ont davantage d'arrière-pensées, sans relations fondamentales avec leurs intérêts en Extrême-Orient. La France et l'Allemagne cherchent à plaire à la Russie : la première pour conforter l'alliance militaire conclue en 1892, la seconde pour entraîner les forces russes vers l'Asie de manière à affaiblir les moyens militaires de cette même alliance. La coalition est donc orientée vers deux buts contradictoires en Europe, puisque le moteur de cette association paradoxale n'est autre que la rivalité franco-allemande. Il est vrai que ni la France ni l'Allemagne ne s'engagent dans le long terme en faveur de l'expansion russe. Contre le Japon leur coalition est limitée. Le Royaume-Uni, en revanche, affiche sa neutralité. Il a refusé d'accorder son soutien à la Russie, même en le camouflant comme une aide à la Chine. Mais il refuse aussi de soutenir le Japon qui a espéré organiser une contre intervention en sa faveur, unissant les États-Unis et l'Italie, afin de conserver Port-Arthur. La neutralité britannique affichée pourrait avoir eu comme but profond d'éviter toute guerre en Extrême-Orient, que l'entêtement tant du Japon que de la Russie rendait presque inévitable. Cette neutralité est une pression exercée sur le Japon, non en faveur de la Russie, mais de la paix indispensable à l'impérialisme collectif.
- 65 Ni les gouvernements, ni les opinions publiques n'ont méconnu l'importance de la guerre sino-japonaise. Mais souvent leurs conclusions furent hâtives : la Chine aurait cessé d'être une grande puissance ; le Japon n'aurait pas réussi à intégrer le rang de ces dernières. Globalement, les deux seuls grands États de l'Extrême-Orient seraient sortis affaiblis de cette suite d'événements, préfiguration ou condition nécessaire d'une nouvelle poussée du colonialisme. De fait, sur les trois politiques sécuritaires qui, dans la décennie 1880-1890, s'étaient formées autour de l'espace mandchou-coréen, deux ont disparu : celle de la Chine par les défaites ; celle du Japon par effacement. Il reste la reprise de l'expansion russe, qu'il parut plausible de réintégrer dans le commun des colonisations, annulant ainsi sa spécificité nord-est asiatique. Mais jusqu'à quel point ces nouvelles lectures sont-elles ancrées dans le réel ?
- 66 Pour le Japon, cette reconstruction intellectuelle ignore trop les faits. En premier lieu, dès juillet 1894, à la suite de négociations avec le Royaume-Uni puis les États-Unis, le Japon obtient l'abolition, à terme (après un délai de cinq ans) du droit d'extraterritorialité (*chigai hōken* 治外法權) applicable aux justices consulaires (*ryōji saiban seido* 領事裁判制度). Celles-ci avaient été instituées sur son territoire à la fin de l'époque d'Edo. Pendant plus de vingt ans, depuis la mission Iwakura (1871-1872), le Japon avait vainement demandé leur révision. Obtenue en 1894, réalisée en 1899, celle-ci fut donc un succès décisif, sur le plan symbolique plus encore que pratique.
- 67 En second lieu, dès 1895, par l'occupation de Taiwan et un nouvel intérêt pour une expansion de nature économique en Chine du Sud, la politique extérieure du Japon se fait plus complexe. Deux options géopolitiques désormais y trouvent place : le Nord (Corée, Mandchourie) et le Sud (bordure continentale de la mer de Chine), en laissant à

l'opportunisme le soin de décider de leur importance et sans qu'une modalité guerrière s'y inscrive d'avance. L'expression *hokushin nanshin* 北進南進 (progression au nord, progression au sud) fixe en réalité davantage un cadre géographique que des intentions.

- 68 En troisième lieu, s'il y a un effacement politique du Japon, c'est parce que son souci prioritaire de sécurité militaire peut se satisfaire en dehors de la politique internationale. Le Japon entreprend en 1896 de se munir d'une flotte de guerre entièrement renouvelée à laquelle il consacre la plénitude de ses moyens financiers. L'indemnité de guerre versée par la Chine ainsi que le vote accordé au Parlement par les députés libéraux en faveur des budgets militaires permettent de faire construire à l'étranger les plus lourds des nouveaux vaisseaux.
- 69 Lors de la bataille du Yalu, du côté japonais, aucun des navires ne dépassait 5 000 tonnes. Les deux cuirassés construits en Angleterre sont livrés en 1897. Ils atteignent chacun 12 320 tonnes. Le nouveau programme entraîne la commande de quatre cuirassés de 15 000 tonnes, et de six croiseurs cuirassés de 10 000 tonnes par unité. En tout, les douze grands vaisseaux, soit globalement 145 000 tonnes du meilleur niveau technologique mondial, entrent dans la flotte japonaise entre 1897 et 1902. Dix d'entre eux viennent de chantiers anglais.
- 70 Pour la présence diplomatique du Japon en Extrême-Orient, 1902 est donc une date décisive : celle où s'achève son surarmement naval. D'après l'ambassadeur anglais à Tōkyō, Satow³², Inoue Kaoru 井上馨 (1836-1915)³³, aurait déclaré en 1898, que son pays devait s'abstenir de prendre part aux questions internationales jusqu'en 1902.
- 71 La puissance qui doit en résulter pour le Japon pourrait être définie d'une manière assez objective, si on la comparait avec celle des grandes flottes de niveau international. En Europe, celle du Royaume-Uni continue à surclasser très nettement le Japon (qui doit ménager les intérêts anglais). Quand il s'agit de la France, de la Russie, de l'Allemagne, cette supériorité est moindre. Le Japon atteint l'égalité avec l'Italie. On se risquera à conclure que les gouvernements de Tōkyō ont très bien compris que, hormis le cas d'un conflit avec les Britanniques, ils ne pouvaient perdre la sécurité désirée que dans deux circonstances : celle d'une guerre contre une coalition européenne, ou celle du transfert, par l'une de ces Nations lointaines, de la totalité de sa flotte dans les territoires coloniaux d'Asie. Cette dernière éventualité n'a pu paraître pensable que de la part de la Russie, vu sa situation géographique unique.
- 72 D'autres considérations positives ou négatives ne peuvent être négligées. D'une part, la marine japonaise n'est pas conçue pour des combats lointains. Si elle reste près de ses ports, point n'est besoin de se soucier outre mesure du stockage du charbon, à bord des bâtiments. Le tonnage réservé à la protection peut donc, sans risque, être accru. En revanche, le fait que le Japon ait acheté tous ses gros navires modernes à l'étranger, contrairement aux puissances occidentales, entraîne un grand risque en cas de guerre. Car un belligérant ne peut avant le retour de la paix en acheter de nouveaux. Toutes ces données soulignent que l'effacement du Japon n'avait pas vocation à demeurer durable.
- 73 Qu'en est-il alors de la faiblesse de la Chine, de sa capacité à résister à une nouvelle phase de colonialisme ? Après de nombreux effondrements militaires, il ne peut s'agir de juger sa force armée. En revanche, des données quasi naturelles (masse territoriale et démographique) ou culturelles (la puissance d'intégration de sa langue écrite) sont

évidemment plus stables. Mais la persistance de la Chine comme État dépend surtout de la rivalité entre intérêts étrangers.

Le morcellement territorial de la Chine par la colonisation occidentale (1896-1899)

- 74 Il est bien connu que de 1896 à 1899, la Russie, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ont obtenu de la Chine, des transferts de droits régaliens en leur faveur. Un peu plus tard, l'Italie et le Japon se sont engagés dans cette voie. L'annexion ayant été comme moralement interdite, les droits acquis portaient pour une durée plus ou moins limitée sur des territoires désignés comme « territoires à bail », ou encore sur des voies ferrées à construire. À l'inverse des ports déjà ouverts aux étrangers, ces nouvelles acquisitions – nullement intégrées dans le champ d'application de la « clause de la nation la plus favorisée » – ne dépendent dans chaque lieu concerné que du seul État bénéficiaire : celui qui a signé le traité avec la Chine. D'où une double atteinte d'une part à l'État chinois et à son unité territoriale (le morcellement de la colonisation conduisant à un « dépècement », « Break up of China »), d'autre part à « l'égalité commerciale » (appelée « Porte ouverte ») pour les marchands étrangers reconnus officiellement par les traités. Cette nouvelle politique représentait une subversion de l'ordre fondé sur l'impérialisme collectif, défendu par le Royaume-Uni et le plus conforme à ses intérêts.
- 75 Aux transferts de droits souverains, à effet immédiat, s'ajoutent à partir de 1898 des promesses de « non aliénation ». La Chine garantit dans ses provinces, à celles seulement des puissances coloniales dont les privilèges sont localement prépondérants, le monopole futur des nouvelles concessions qu'il pourrait lui arriver d'accorder. Le terme de « sphère ou zone d'influence » réunit donc dans un même espace, une supériorité acquise et sa possible confirmation dans l'avenir. En fait, seuls, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, le Japon (dans le Fujian) demandent une « sphère d'influence ». Les chancelleries voient dans ce droit l'esquisse d'un éclatement de l'État chinois en protectorats.
- 76 Mettant à profit l'effondrement militaire de la Chine et l'effacement diplomatique du Japon, une grande et fort courte expansion coloniale s'abat (1896-1900) sur l'Extrême-Orient. Elle consiste à adapter à « l'eldorado commercial » chinois, jusqu'alors régi par un colonialisme collectif, les conceptions plus conflictuelles formées déjà soit au sud (péninsule Indochinoise et Birmanie), soit au nord-est de l'Asie, autour des « vides » mandchou et coréen. Les hommes d'État et diplomates occidentaux en attendent, conséquence fatale d'une colonisation, la disparition de l'état chinois. De même qu'ils entrevoient celle de l'État historique et pluriethnique ottoman. Les colonisations territoriales et plurinationales en Chine jouent le même rôle destructeur que les minorités nationales dans les Balkans et la Méditerranée orientale. La même expression « homme malade » est employée. Mais si l'Empire ottoman disparaît, la Chine résiste.
- 77 En peu d'années, toutes ces prévisions sont démenties en Extrême-Orient. Une militarisation ne s'y produit qu'à l'occasion, et après, la révolte des Boxers (1900). En 1899, après trois ans de recul, le modèle consensuel, celui de la colonisation en Chine « proprement dite », retrouve une place dominante, avec ses deux institutions corollaires : la liberté commerciale (au lieu du privilège) et la souveraineté éminente de Pékin, garant des traités. La question en suspens est celle de leur extension à la Mandchourie. Cette conclusion paradoxale du « dépècement » de la Chine que l'on croyait programmée intervient avant la révolte des Boxers, en fonction d'une

dynamique interne. Le rôle principal est tenu par les relations entre les grandes puissances coloniales.

- 78 Mais comment comprendre que la situation se soit inversée, si complètement et si vite ? Certes, une explication simple suffit. La majorité des puissances coloniales intéressées par l'obtention de droits politiques et militaires a cessé de considérer comme contradictoire l'acceptation de la liberté commerciale. Mais on doit observer aussi que la tendance qui conduisait à un morcellement de la Chine s'est manifestée en phases différentes : en 1896, en 1898, enfin en 1899. De plus, le Royaume-Uni n'a jamais pu aller jusqu'à une menace armée. Enfin, tous les différents possibles entre États ont été réglés par des négociations de deux à deux, non par des chocs entre groupes, écartant le risque d'un classement entre gagnants et perdants. Le sentiment d'une menace existentielle n'apparaît jamais³⁴.
- 79 En 1896, tout d'abord, deux expansions visent l'espace chinois, mais uniquement à sa périphérie : celle de la France à partir du Tonkin ; celle, dans le nord de la Mandchourie, de la Russie. Cette dernière y obtient de construire le Transmandchourien, pièce maîtresse du Transsibérien, permettant d'économiser 900 kilomètres de parcours, sans changer sa destination finale : Vladivostok. Li Hongzhang, présent à Moscou pour le couronnement de Nicolas II, y signe avec le ministre russe Alexey Lobanov³⁵, un traité d'alliance secret (*mitsuyaku* 密約)³⁶ contre le Japon. Il obtient sous le nom de Chemin de fer de l'Est chinois (*Tōshin tetsudō* 東清鐵道), le droit de créer la ligne du nord de la Mandchourie. En 1896, rien ne crée une menace pour les intérêts britanniques. Il n'y a donc pas de tempête diplomatique.
- 80 Celle-ci éclate au contraire avec force quand, à quelques semaines de distance, fin 1897, l'Allemagne occupe la baie de Jiaozhou 膠州灣, et que la Russie s'empare de Port-Arthur. Des accords sont signés en 1898 et précisent les droits concédés par la Chine. La réaction britannique est immédiate, mais elle exclut la force. « Port-Arthur ne vaut pas une guerre » déclare à Londres Lord Balfour, le suppléant du Premier ministre. 1898 est aussi l'année de Fachoda³⁷ et la situation au Transvaal s'aggrave. Le Royaume-Uni doit ménager ses forces. Il demande seulement à l'Allemagne et à la Russie de ne pas réserver à leurs nationaux les droits économiques dans les ports dont elles ont pris le contrôle. Ensuite il obtient de la Chine une promesse de « non aliénation » pour le bassin du Yangzi, et à titre de compensation territoriale, la puissance britannique occupe les « nouveaux territoires » de Hong Kong et l'ancienne base de Weihai Wei, après le retrait des Japonais.
- 81 L'égalité des chances commerciales entre colonisateurs de diverses Nations ne pouvait pas s'appliquer aux chemins de fer. Il en serait résulté trop de lignes parallèles. Une répartition à l'amiable semble préférable. Il ne s'agit plus de monopoles accordés par la Chine, mais d'une entente directe entre deux puissances coloniales. Fin 1898, la politique britannique s'engage dans cette direction. Elle conclut une entente avec l'Allemagne à laquelle sont reconnus des droits ferroviaires dans le Shandong puis, le 22 avril 1899, avec la Russie pour les territoires chinois au nord de la Grande Muraille (donc en Mandchourie). Le Royaume-Uni se voit confirmer ses droits sur le bassin du Yangzi.
- 82 Vient ensuite, se superposant à l'hétérogénéité des traités coloniaux, la note sur la « Porte ouverte » adressée par le secrétaire d'État américain John Hay aux grandes puissances européennes, mais non au Japon. Moins de deux ans après les coups de force maritimes de la baie de Jiaozhou et de Port-Arthur, suivis de promesses commerciales,

compensations territoriales, échanges de monopoles régionaux, le texte élève la libre concurrence commerciale au niveau d'un idéal de coexistence politique considéré comme un trait spécifique de l'espace chinois. Toutes les puissances consultées donnent leur acquiescement. Sauf la Russie qui refuse.

- 83 Peut-on dire que cette coexistence commerciale pacifiée représente une sorte de « fin de parcours » dans la question d'Extrême-Orient réduite à la Chine ? Il semble qu'une harmonisation des politiques coloniales sur la base des conceptions britanniques aurait été possible si, en diverses places déjà, ne s'étaient manifestés les signes d'une volonté russe de puissance.
- 84 En mars, la Russie demande au gouvernement de Séoul le droit d'installer une station de charbon à Masamp'o, c'est-à-dire à l'extrémité de la péninsule Coréenne, face à Tsushima³⁸. Officiellement, il s'agirait d'organiser un service de transports par mer entre Port-Arthur et Vladivostok. Le Japon aussitôt voit dans ce projet l'intention de créer une troisième base navale permettant de contrôler les détroits. Rien de concret n'est décidé. Pour le Japon, la peur s'installe : Masamp'o serait plus redoutable encore que Port-Arthur.
- 85 La marine russe cause de l'inquiétude aux amirautés anglaise et japonaise³⁹. Toutes les puissances européennes entreprennent de moderniser leur flotte cuirassée à la fin du XIX^e siècle. Mais pour la Russie, le stationnement des cuirassés de construction récente est fixé à Port-Arthur. Ils y gagnent en mobilité, n'étant soumis ni aux glaces hivernales, ni aux servitudes des passages contrôlés (Dardanelles, canal de Suez, détroits danois). Aussitôt mis en service, ils sont dirigés vers l'Extrême-Orient. Il en résulte qu'en tenant compte du nombre et des caractéristiques de ses bateaux en construction, il est possible de prévoir la composition de la flotte russe du Pacifique. Pour l'amirauté anglaise, de cette accumulation de cuirassés russes et japonais, naît la nécessité d'envoyer de nouveaux navires de ligne à Hong Kong.
- 86 Autre preuve d'expansion, le refus de la Russie dans sa réponse à John Hay, de mentionner la Mandchourie, tout en acceptant d'appliquer le principe de la « Porte ouverte » au port de commerce de Dalny⁴⁰. Par la force de son silence, la Russie, sans jamais contester la souveraineté qu'y exerce le gouvernement de Pékin, isole le territoire mandchou de la Chine proprement dite. Il est probable qu'elle veut signifier aux autres puissances, que la Mandchourie entière, espace dérogoire par rapport aux provinces chinoises, est disponible pour une colonisation elle aussi dérogoire. Ces termes sont vagues, mais il conviendrait de s'interroger sur la nature du sentiment de crainte causé par la Russie, suscité soit par son étalage de force, soit, justement, par le vague de ses projets⁴¹. La perception d'un danger russe change selon la situation des puissances : elle est rarement directe, en général saisie à travers ses effets éventuels sur l'Extrême-Orient. Le Japon seul est menacé. La Russie conteste en fait ses deux bases sécuritaires : la supériorité sur mer à proximité de l'archipel et la neutralisation de la Corée. Rares sont ceux qui, dans les états-majors, jugent probable une guerre : la colonisation russe en est encore à sa phase de construction, le Japon n'est pas encore considéré comme une force militaire importante.
- 87 Le danger le plus redouté est l'effondrement de l'État chinois, clef de voûte du colonialisme commercial. Une Chine souveraine et faible est une formule satisfaisante pour tous : Royaume-Uni, Allemagne, France, États-Unis et Japon. La fragilité du système demeure, mais qui voudrait le frapper d'un coup mortel ?

- 88 Or le soupçon se porte sur la Russie, sans qu'aucune certitude ne puisse fonder ce jugement. C'est ce qu'exprime P. Renouvin par une phrase hypothétique : « si l'initiative d'une puissance – la Russie – provoquait l'effondrement de l'Empire chinois... »⁴².
- 89 La disposition, même graphique de la phrase montre que la désignation de la Russie n'est ni le choix raisonné de l'historien, ni un fait que la lecture des documents diplomatiques impose. Il s'agit, répandue en 1900, d'une opinion qui mérite une explication. P. Renouvin, toutefois, n'a pas esquissé cette recherche, sans doute parce que celle-ci aurait aussi impliqué une discussion des origines politiques ou économiques du colonialisme.
- 90 En 1900, lorsqu'éclate, contre la colonisation occidentale, l'insurrection des Boxers, des questions graves demeuraient alors encore sans réponse :
- La Chine a-t-elle un avenir comme État ?
 - Jusqu'où ira l'expansion de la Russie ?
 - Quel est, en Extrême-Orient, le vrai statut international de la Mandchourie ?
- 91 Cette insurrection apporte en quelques mois les réponses.

L'épisode des Boxers (1900-1901)

- 92 L'épisode des Boxers est un moment bref, mais décisif. Il confirme la Chine dans sa fonction d'« eldorado commercial ». Il rend presque inévitable la guerre russo-japonaise, à cause de ses effets sur la Mandchourie. La séparation des deux domaines géopolitiques que sont la Chine proprement dite et l'Asie de Nord-Est est rétablie.
- 93 Le mouvement des Boxers est fondamentalement un « nationalisme populaire »⁴³ chinois hostile aux étrangers et aux chrétiens. Cependant lorsqu'il commence à être dangereux pour les intérêts coloniaux, le Premier Ministre britannique Salisbury écrit « la Russie, non la Chine, me semble être le plus grand danger actuel »⁴⁴. Il y eut donc dès le début deux rapports de force qui ont interféré : d'un côté, quelques batailles de type colonial entre Boxers et forces étrangères (juin-août 1900), d'un autre côté, un choc diplomatique impliquant diversement la Russie, le Japon, ou même le Royaume-Uni, l'Allemagne avec des conséquences durables.
- 94 L'aspect militaire de la révolte des Boxers éclaire l'histoire diplomatique par le lieu des combats, les effectifs engagés, les pertes subies. Les Boxers ne sont devenus actifs que là où ils ne se sont pas heurtés à l'administration chinoise : ainsi dans une partie de la Mandchourie où ils attaquent la voie ferrée du Sudmandchourien. L'armée russe prend alors le contrôle complet du territoire, sans concertation avec les puissances occidentales. La question militaire devient diplomatique parce qu'elle s'ajoute aux aspects déjà perçus de l'expansion russe. En revanche, quand commence le siège et l'attaque du quartier des Ambassades à Pékin (surtout du 20 juin au 14 août 1900), après la rupture des communications ferroviaires et télégraphiques entre la forteresse de Dagu, Tianjin et la capitale, le problème redevient militaire et diplomatique. Il faut trouver des troupes et, l'État chinois étant maintenant impliqué, songer à un traité de paix. La contre-attaque doit rassembler outre les puissances coloniales, celles – États-Unis et Japon – représentées à Pékin.
- 95 Dans la marche vers Pékin, deux batailles significatives seulement ont été livrées. Le 11 juin, une force de deux mille hommes dirigée par l'amiral anglais Seymour,

conforme aux normes militaires traditionnelles, est repoussée. Le 14 juillet, une armée coalisée dix fois supérieure (huit mille Japonais, cinq mille Russes, trois mille Britanniques, deux mille cinq cents Américains) s'empare de Tianjin. Ses pertes sont de sept cent cinquante tués et blessés contre quinze mille boxers, soit un rapport de 1 à 20. Si les effectifs sont devenus très nombreux, les combats sont encore de type colonial. Pékin est occupée sans difficulté le 14 août. Le retour à la paix devient prioritaire. Entre-temps, en juillet, pour la seconde fois, le Secrétaire d'État américain Hay envoie sa note de soutien à la « Porte ouverte », exigeant l'intégralité territoriale de la Chine.

- 96 Le traité de paix (Protocole des Boxers, 7 septembre 1901) représente le triomphe du colonialisme financier et commercial. L'État chinois est à la fois confirmé et complètement dépendant des banques occidentales auxquelles il doit emprunter pour payer les indemnités dues aux puissances colonisatrices. Les garanties militaires jointes au traité sont collectives : gardes à Pékin auprès des ambassades, et contingents envoyés par les huit grandes puissances (États-Unis, Japon et six États européens) pour protéger la voie ferrée et les lignes télégraphiques autour de Tianjin. La « garnison japonaise » (*Chūgoku chūtongun* 中国駐屯軍, puis en 1913, *Shina chūtongun* 支那駐屯軍) avait pour vocation d'être la plus importante, vu la proximité du Japon.
- 97 L'inaptitude des coalisés à mentionner ou à résoudre le problème de la présence militaire massive des Russes en Mandchourie est le trait – négatif – essentiel du Protocole des Boxers. C'est par son « côté russe » (non pas chinois) que l'épisode des Boxers bouleverse la question d'Extrême-Orient. Sous trois aspects : 1) le rôle des armées de terre en plus de celui des flottes ; 2) l'entrée de la Mandchourie entière dans les conflits ; 3) l'opposition, insoluble, entre Russie et Japon.

Nouvel enjeu essentiel du contrôle du territoire : les troupes au sol

- 98 Dans les rapports de force, un changement décisif se produit quand, le 23 juin, puis les 3 et 5 juillet, le gouvernement britannique demande au Japon d'intervenir contre les Boxers. Il n'y a que le Japon et la Russie qui disposent sur place d'armées massives et efficaces. La puissance anglaise choisit la coopération avec le Japon. Au XIX^e siècle, dans la plupart des cas, la colonisation a été réalisée avec de faibles moyens militaires : l'armement et le professionnalisme suppléant au nombre⁴⁵. La peur ressentie par les puissances coloniales devant le mouvement des Boxers n'est pas surprenante. Mais seul le colonialisme « à coût militaire réduit » est mis en échec. Or, l'aide demandée au Japon semble exorbitante : une, puis trois divisions. Il s'agit pour le Royaume-Uni de prendre en considération d'autres menaces : la guerre des Boers en Afrique du Sud et, en Extrême-Orient, l'expansion russe. En Chine, ce qui est demandé à l'armée japonaise, c'est d'occuper le territoire de la Province de Pékin pour empêcher les Russes de s'y déployer. L'enseignement laissé par l'épisode des Boxers est clair : la colonisation d'un territoire n'est possible que si elle est complétée par son intégration dans des empires stratégiquement cohérents.

Vers la cristallisation des divergences entre empires

- 99 La situation en Mandchourie devient infiniment complexe. L'occupation par l'armée russe est indéterminée : dans son expansion territoriale, sa durée, les droits régaliens. La Russie entend traiter de ces questions uniquement avec la Chine, et dissocier ces négociations de celles que les puissances coloniales entament à Pékin. Le contingent

russe se sépare de l'armée des coalisés et se replie sur le territoire mandchou (25 août), comme pour mieux souligner cette distinction. Pensant que cette politique peut conduire à un protectorat – une rumeur court à ce sujet – le gouvernement anglais tente d'obtenir le soutien de l'Allemagne (16 octobre) et des États-Unis, puis du Japon. Rien de concret ne résulte de ces montages diplomatiques dans lesquelles la liberté commerciale en Mandchourie est jugée en fonction des risques et avantages politiques.

- 100 La reconnaissance du Japon en tant que grande puissance militaire commence. C'est à Londres qu'il est considéré comme un partenaire incontournable pour arrêter non la révolte chinoise, mais l'expansion russe.
- 101 Contrairement à une opinion reçue⁴⁶, il ne répond qu'avec réticence aux appels britanniques : soit à cause de difficultés financières, soit pour assurer ses relations avec la Cour impériale chinoise, soit pour ne pas s'opposer aux Russes. Quand des renforts d'un chiffre exorbitant sont demandés (trois divisions), le général Terauchi Masatake 寺内正毅 (1852-1919)⁴⁷ est envoyé de Tōkyō à Tianjin pour examiner la situation. Le Japon refuse : une seule division – la 5^e – suffit. Mais l'indépendance de la politique japonaise tient à sa vision originale de la Mandchourie. Pour le Royaume-Uni, la question mandchoue ne peut être posée que dans son rapport avec la Chine : uniformément appliqué, le principe de la « Porte ouverte » freinerait politiquement l'avance russe. Pour le Japon, la Mandchourie est indissociable de la situation en Corée. La puissance russe et la sécurité du Japon sont de nature militaire. C'est le contraire de ce que souhaiteraient les Britanniques, qui voudraient la paix sans militarisation. L'alliance anglo-japonaise (1902) n'est pas née d'une volonté de puissance.

La colonisation militaire russe (1896-1904)

- 102 L'expression « colonisation militaire » pourrait n'être qu'un pléonasme : toute conquête coloniale en ses débuts, suppose une supériorité militaire. Elle ne se maintient ensuite que si cette supériorité dure. Cependant il existe un type particulier de colonies militaires, dont Gibraltar, Malte, plus tard Singapour furent des exemples dans l'Empire britannique. Tournées vers l'avenir, instruments de batailles futures, la guerre demeure leur raison d'être. Fortifications, aménagements portuaires, sécurité des communications, stationnement d'importants moyens de combat, en sont les traits permanents.
- 103 L'originalité de la colonisation militaire russe en Extrême-Orient vient de ce qu'elle s'est inscrite presque en totalité dans le territoire de la Mandchourie. En retour, c'est de la présence russe que celle-ci reçut pour la première fois son identité. On rappellera que cette colonisation fut réalisée en trois phases distinctes, très proches les unes des autres, même si leur genèse s'inscrit dans des circonstances particulières : 1896 (Transmandchourien) ; 1898 (Port-Arthur, Dalny, le Sudmandchourien) ; 1900 (occupation diffuse contre les Boxers).
- 104 A) Pour la commodité de l'exposé, on distinguera les droits concédés par la Chine et l'équipement réalisé par les Russes. Quoique le Transmandchourien ait servi de modèle à de nombreuses lignes de chemin de fer étrangères en Chine à partir de 1896, les privilèges obtenus par la Russie sont restés uniques. Par ses aspects techniques – écartement des rails, donc particularité du matériel roulant, locomotives, wagons – le réseau installé en Mandchourie, n'est initialement qu'un prolongement en terre de souveraineté chinoise du réseau national russe. Les mêmes spécificités sont applicables

ensuite au Sudmandchourien. L'ensemble des lignes (à l'exception de celles à voie étroite servant au contact avec les mines de charbon) rend possible une circulation en continuité – sans transbordement – à partir de la Transbaïkalie. Il est évident que la contiguïté territoriale des empires russes et chinois pouvait conduire à une telle unification. Mais cette donnée n'aurait pas suffi, si n'avait existé une volonté politique. Autre privilège distinctif, les trains qui circulent sur ce réseau sont qualifiés pour transporter des troupes russes. C'est le résultat de l'alliance « secrète » conclue par Li Hongzhang et Lobanov à Moscou contre le Japon.

- 105 Gardé par des Russes – souvent d'origine sibérienne – utilisé sans limites légales par l'armée russe, le Chemin de fer de l'Est chinois est un moyen stratégique pleinement intégré, malgré la différence de nationalité des territoires traversés. La rapidité de la construction des voies ferrées, surtout après l'obtention en 1898 du territoire à bail du Liaodong et par conséquent de Port-Arthur, souligne la priorité des liaisons militaires. Le but est, à partir de l'ouest, d'atteindre Harbin sur le Transmandchourien, puis de renoncer provisoirement à avancer vers Vladivostok et de construire très vite le Sudmandchourien. En ce sens, Port-Arthur devient le terminal du Transsibérien. La section Harbin- Province maritime devient une annexe, en 1903⁴⁸.
- 106 Dans l'exercice de leurs droits portuaires, les Russes n'ont pas *a priori* de privilèges spéciaux, si ce n'est l'usage de Port-Arthur défini comme base navale, hors de toute fonction commerciale. En revanche le territoire du Liaodong n'est concédé que pour vingt-cinq ans, de 1899 à 1923. Des deux ports, déclarés ouverts en Mandchourie avant la venue des Russes, Dalny s'y trouve inclus, l'autre, le plus important, Yinko situé près de l'estuaire du fleuve Liao, est occupé depuis l'épisode des Boxers.
- 107 Les constructions visent en priorité le renforcement de Port-Arthur. Sur le front de terre, trois grands forts (Dongjiguan 東鷄冠, Erlong 二龍 et Songshu 松樹) sont élevés et entourés de batteries. Défenses sur lesquelles, pendant des mois, en 1904, viendront se fracasser les assauts du général Nogi. Leur puissance était restée jusqu'alors inconnue.
- 108 B) Quel jugement d'ensemble peut-on porter sur cette colonisation militaire ? On ne peut répondre en ignorant l'expérience de la guerre. Mais en s'élevant à un certain niveau de généralité, on rencontre des prévisions qui s'appuyaient sur des constantes. Fondamentalement, la colonisation militaire visait la mise en place d'une infrastructure destinée à recevoir des moyens de combat, en hommes, armes, navires, qui provenaient de la partie européenne de la Russie. Celle-ci étant reconnue comme une des puissances militaires majeures, son image était projetée sur sa présence en Asie. Mais elle pouvait aussi être atténuée voire annihilée par l'énormité de l'éloignement. L'estimation de la valeur militaire attribuée à la colonisation russe en Extrême-Orient était largement tributaire de la capacité de transport reconnue au transsibérien – ligne de chemin de fer à voie unique sur des milliers de kilomètres, sans compter le contournement difficile du lac Baïkal⁴⁹. Elle dépendait aussi des facilités de la navigation maritime – en oubliant souvent que l'empire russe, totalement continental, n'avait de stations de charbons réparties ni en Afrique, ni en Asie du Sud-Est. Dans l'ensemble, la Russie, lorsque l'attaque japonaise contre Port-Arthur survient, le 8 février 1904, paraissait plus forte sur mer que sur terre. Or la guerre prouva exactement le contraire. Il n'est pas question ici d'esquisser une narration des opérations militaires, mais de noter simplement la *sous-estimation* du Transsibérien et la *surestimation* de Port-Arthur comme base navale. À la suite de la construction d'une deuxième voie dans certaines

gares importantes, le nombre des trains acheminés vers l'Extrême-Orient quotidiennement est passé de huit à quatorze. L'armée russe devient de plus en plus nombreuse et équipée au cours de la première année de combat. Au contraire, la marine russe, fin mai 1905 après la bataille de Tsushima, n'existe plus.

- 109 Parmi les causes de ce désastre, il faut tenir compte des insuffisances méconnues de Port-Arthur. Il convient de séparer la puissance de la forteresse (front de mer et de terre) et la fragilité de l'abri qu'elle était censée procurer à la principale des escadres russes du Pacifique (sept cuirassés et un croiseur cuirassé). Les précisions chiffrées sont ici les plus probantes. Paralysés par le manque de détermination, mais aussi par l'étroitesse du goulet qui servait de sortie vers la mer Jaune, cinq des sept cuirassés restèrent bloqués dans la base à partir du 11 août 1904. Fin décembre, tous furent coulés en eau peu profonde par l'artillerie japonaise terrestre. Port-Arthur avait été préféré à Vladivostok, afin d'éviter les glaces hivernales. Ce fut en fait le tombeau de la flotte russe.
- 110 C) Les voies ferrées et les ports ont été créés ou renforcés dans un but militaire. Mais les équipements une fois mis en place peuvent aussi servir au développement économique. Toutefois, dans une Mandchourie à population dispersée, ils n'offrent encore que des facilités de transports pour des immigrants chinois, saisonniers ou définitifs, peu nombreux, et des productions agricoles en quantités modestes. La relation entre préparatifs militaires et action économique est très différente de ce qu'elle devient à partir de 1931, quand la colonisation japonaise transforme la Mandchourie en Mandchoukouo, base industrielle de l'armée qui y stationne (Kantō gun 関東軍, l'Armée du Kwantung).
- 111 Le fait qu'entre 1902 et 1904, les possibilités de circulation des hommes et des marchandises ne soient utilisables que par la société chinoise, ne détourne pas l'administration coloniale russe d'un projet volontariste de réorganisation de la géographie commerciale. Il s'agit de recentrer celle-ci sur le port de Dalny et sur la voie ferrée du Sudmandchourien jusqu'à Moukden, puis jusqu'à Harbin. Le changement doit marginaliser le port dominant, Yinko – soumis aux glaces hivernales – et la navigation fluviale sur le fleuve Liao.
- 112 La guerre russo-japonaise empêche ce projet d'aboutir à des résultats tangibles. Mais dès le traité de paix de Portsmouth (septembre 1905), le projet fut repris par Gotō Shinpei 後藤新平 (1857-1929) en 1906⁵⁰, dans une Mandchourie militairement neutralisée, mais économiquement plus conflictuelle.

Les dilemmes de la politique sécuritaire du Japon (1894-1905)

- 113 Parmi les trois empires qui aux confins des XIX^e et XX^e siècles constituent l'Asie du Nord d'Est – la Chine, la Russie, chacune pour une petite partie de leur immense territoire, le Japon pour la totalité de son espace insulaire – seul ce dernier, le moins puissant, entreprend une guerre contre l'un, puis l'autre de ses grands voisins. Le pouvoir central japonais n'ignore pas les dangers de telles guerres (sino-japonaise en 1894-1895, russo-japonaise en 1904-1905). Mais il affronte ces risques précisément au nom de la sécurité. Ces guerres sont considérées comme liées à sa survie. Le problème ici sera celui de la manière dont le Japon s'est représenté l'environnement.

La sécurité par la guerre

- 114 Depuis le début de l'ère Meiji, les états-majors ont pris l'habitude, en préparant leurs plans, de citer en ordre décroissant leurs adversaires probables, désignés par le terme d'« ennemis hypothétiques » (*sōtei tekikoku* 想定敵国). La Russie y figure en permanence, le plus souvent isolée. Elle est suivie, puis dépassée par la Chine, qui, après la paix de Shimonoseki, disparaît de la liste. Même pendant les décennies de la « grande colonisation » 1880-1900, on n'y trouve jamais d'États occidentaux. La crainte du Japon n'est pas fondée sur des sentiments passagers. Elle repose sur deux données objectives : la puissance prévisible d'un côté, la proximité géographique de l'autre. Seules la Russie et la Chine réunissaient cette double originalité. Il semble que très tôt le Japon avait acquis le sens d'une distinction entre les voisinages momentanés (celui des Anglais à port Hamilton en 1885), et les acquisitions territoriales qui, d'entrée de jeu, visent la perpétuité. Très proches les unes des autres, construisant leurs politiques par leur voisinage, les trois puissances sont obligées toutefois de s'adapter aux particularités du terrain : en Mandchourie pour la Chine et la Russie, en Corée pour le Japon. Celle-ci introduit une différence, d'où l'apparition d'un contraste. Pour la Chine entre 1880 et 1894, pour la Russie de 1896 à 1904, la colonisation militaire ne semble pas avoir inspiré un désir de guerre. Pour le Japon, au contraire les guerres ne sont pas précédées d'une colonisation militaire. Était-ce parce que l'instabilité politique du royaume voisin ne le permettait pas ? Parce que la manière japonaise de considérer le danger en présence d'États aussi énormes que la Chine et la Russie conduisait à un autre type de réaction ?

La Corée comme « muraille »

- 115 En Mandchourie, les deux puissances continentales ont bénéficié de longues périodes de paix pour installer leur système de défense. Elles ont du mal à imaginer qu'un jour le Japon puisse l'attaquer, d'où un certain dosage de cynisme et d'inconscience, de préparatifs militaires désordonnés.
- 116 La politique japonaise en Corée a constamment été animée par le sentiment d'une légitime défense, non contre les Coréens, mais contre les Russes ou les Chinois. Selon un célèbre mémoire⁵¹ écrit en 1890 par Yamagata Aritomo⁵², le Japon, pour survivre, doit être entouré d'une double ligne de frontières : l'une, appelée « ligne de souveraineté » (*shuken sen* 主權線), correspond aux normes du droit international ; l'autre, désignée dans les traductions comme « ligne d'avantages » (*rieki sen* 利益線), correspond à une frontière « extérieure » de sécurité. Traduire *rieki* par « intérêt » ou « avantage » est correct, mais altère le sens de l'expression. Yamagata lui applique le commentaire suivant : il s'agit « de la région où les forces armées des pays voisins limitrophes sont en mesure de peser sur la sécurité de la ligne de souveraineté », c'est-à-dire sur l'existence du Japon. La ligne extérieure est identifiée aux frontières de la Corée vis-à-vis des puissances continentales. Demeure la question du statut à appliquer au royaume coréen. Cette représentation de la Corée ne conduit pas *a priori* à sa colonisation, mais à l'utilisation de son territoire comme moyen de protection. Les conséquences géopolitiques sont néanmoins considérables.
- 117 Le point de départ du raisonnement est un postulat : la valeur défensive de l'insularité japonaise est insuffisante au niveau de Tsushima, excluant une défense uniquement maritime. Deux solutions s'offrent : l'une, guerrière, par envoi d'une armée sur le

continent, l'autre, pacifique, par neutralisation de la Corée sur le modèle idéalisé de la Suisse.

- 118 Pour être une muraille efficace, le corps expéditionnaire japonais doit se déployer au-delà de Séoul, dans un lointain Nord-Ouest, accessible surtout par mer. La fragilité des lignes de communication fait réapparaître la nature insulaire du Japon. Dans le détroit de Corée, la flotte paraissait insuffisante, dans la mer Jaune, elle redevient primordiale. Elle doit de prime abord prouver sa supériorité, mais comment est-ce possible si ce n'est par des actes de guerre ? Édifier la « muraille » en Corée conduit à ouvrir un conflit. Disposant de communications à la fois terrestres et maritimes, la Chine et la Russie peuvent fonder leur colonisation sur des investissements statiques, portuaires et ferroviaires. Le Japon est contraint de chercher sa sécurité dans des plans opérationnels dont la mise en œuvre est presque indissociable de la guerre. On constate que les conflits commencent en 1894 comme en 1904 par des attaques navales.

La guerre russo-japonaise (1901)-1904-1905

- 119 Les guerres ne sont pas des parenthèses indifférenciées dans l'histoire. On peut trouver en chacune une diversité d'aspects, quand bien même la guerre russo-japonaise n'aurait eu qu'une seule cause décisive.

Traits originaux de l'affrontement russo-japonais

- 120 En plus de sa modernité technique évidente qui résulte tant des effectifs engagés que de la puissance de feu produite, l'originalité de cette guerre ressort de trois aspects : la modération des alliances, le financement international, la précision des projets stratégiques. Tous les trois en font un conflit qui, bien que local, est à la fois fortement encadré et soigneusement préparé du côté japonais.

Les alliances

- 121 Bien que les belligérants aient eu des alliés, la guerre est restée isolée. C'est là une différence absolue par rapport à la Première Guerre mondiale où, d'une manière presque mécanique, le nombre des États engagés ne cessa d'augmenter, en fonction ou non d'alliances préexistantes.
- 122 Au contraire, la guerre russo-japonaise se limite à un duel en champ clos, laquelle requiert une compréhension concrète de la fonction exercée par alliance anglo-japonaise de janvier 1902. Cette guerre passionne le monde. Mais le monde n'en est pas bouleversé. Deux mois après l'attaque de Port-Arthur, l'Entente cordiale est conclue, en Europe et dans leur empire colonial respectif, par l'Angleterre alliée du Japon, et la France alliée de la Russie (8 avril 1904). L'alliance anglo-japonaise n'est ni offensive, ni défensive : simplement conditionnelle. Elle ne s'applique que si l'État allié se heurte à au moins deux belligérants. Si ce n'est pas le cas, elle n'impose que la neutralité. La question principale n'est pas celle de l'initiative d'une guerre, mais celle de son éventuelle extension, qu'il s'agit d'écarter par une action diplomatique préventive⁵³. Aussitôt l'alliance conclue, l'amirauté britannique retire de la mer de Chine une partie de ses forces et se dispense de construire de nouvelles installations portuaires en comptant sur les bases japonaises.

- 123 Du point de vue anglais, l'alliance est donc orientée vers une politique pacifique. La localisation d'une guerre future en est la forme concrète. Si le gouvernement britannique souscrit en Asie seulement, malgré son attitude traditionnelle, à une obligation militaire, c'est parce qu'il pense que la situation contraignante à laquelle il s'expose ne se réalisera pas. Le fait que l'alliance anglo-japonaise ait été proclamée officiellement doit suffire à désamorcer le processus d'extension de la guerre qu'elle aurait pu contenir. L'alliance franco-russe ne s'appliquant qu'aux relations avec l'Allemagne, la neutralité de la France en Extrême-Orient était prévisible. Elle trouve dans la neutralité britannique un supplément de légitimité.
- 124 D'autre part, si le Japon est obligé d'affronter seul la puissance russe, cet isolement n'est pas dépourvu d'avantages⁵⁴. Il le dispense d'avoir à partager les bénéfices de guerre – le contrôle de la Corée étant le plus essentiel – avec des alliés. Très tôt, les dirigeants japonais comprirent qu'ils ne domineraient la Corée que grâce à un accord avec la Russie – rivale, certes, mais aussi puissance militaire – par négociation avant ou après une guerre⁵⁵.
- 125 Les « neutralités » qui encadrent les deux états belligérants recouvrent toute la Chine « *colonialement utile* ». Or les alliances franco-russe et anglo-japonaise ne disparaissent pas. Elles demeurent, à l'exclusion de toute intervention combattante.
- 126 Quand, fin 1903, la probabilité de la guerre s'accroît rapidement, la position britannique consiste à la fois à afficher sa neutralité, et à rendre au Japon des services non compromettants⁵⁶. Le marché international des navires de guerre lui en donne la possibilité. Deux petits cuirassés commandés par le Chili à des chantiers navals anglais et deux croiseurs cuirassés construits pour l'Argentine à Gênes en Italie sont à vendre. L'amirauté britannique rachète les cuirassés afin d'empêcher la Russie d'en faire l'acquisition. Mais elle refuse de les revendre au Japon. En revanche, par des financiers anglais, celui-ci se procure les deux croiseurs cuirassés. Ils partent pour l'Asie en janvier 1904 avec un équipage italien sous la direction d'officiers britanniques.
- 127 L'état de guerre existant depuis des mois, la France ne peut faire moins que d'accueillir dans les ports de son empire colonial (Afrique, Madagascar, Indochine) l'escadre russe de la Baltique. En outre, il eut été impossible à cette escadre d'accomplir son périple sans ravitaillement en charbon : la flotte commerciale allemande accepta de l'assurer.

Le financement international

- 128 La dimension économique de la guerre russo-japonaise n'apparaît ni dans ses causes, ni dans ses buts. Elle est décisive pour ses moyens. C'est là que l'on trouve une autre preuve de la modernité de cette guerre. Elle préfigure la dépendance de l'Entente, France et Royaume-Uni, envers les banques américaines qui, dès 1914, furent autorisées « à ouvrir des crédits aux gouvernements étrangers pour le règlement des dettes commerciales »⁵⁷.
- 129 Infiniment moins riche en production industrielle et en capitaux, le Japon est, comme ces grandes puissances économiques, confronté à une surconsommation militaire. La marine japonaise contrôle les communications : l'importation des produits nécessaires ne se heurte à aucune difficulté, si ce n'est sur le plan financier. Emprunter est vital pour éviter l'asphyxie des armées.

- 130 Les victoires répondent à l'appel, la confiance que le Japon inspire s'accroît. Mais les accords conclus avec les groupes bancaires se multiplient, les sommes demandées augmentent, les besoins sont de plus en plus considérables :
- dix millions de livres sterling en mai 1904 ;
 - douze millions en novembre 1904, au dixième mois de guerre ;
 - trente millions en avril 1905, au quatorzième mois de guerre ;
 - trente millions en juillet 1905, à un mois de la paix⁵⁸.
- 131 Il faut reconnaître que pendant cette période, le taux d'intérêt consenti baisse de 6 % à 4,5 %. Toutes les négociations, en deux places seulement, Londres et New York, ont été confiées à un seul expert, Takahashi Korekiyo 高橋是清 (1854-1936)⁵⁹.
- 132 L'aspect technique de ces montages financiers est à leur histoire ce que, dans l'art militaire, la tactique est à la stratégie. C'est le rapport à l'histoire politique ici qui mérite d'être examiné. D'où deux questions : qui prête au Japon et pour quelles raisons ?
- 133 Constaté que sans ces crédits, le Japon n'aurait pu ni continuer la guerre, ni même sans doute la commencer, est une évidence. Pourtant cela ne répond pas vraiment à ces deux questions.
- 134 Les banques sont surtout anglaises, de même que la moitié des fonds prêtés⁶⁰. Or, le marché des capitaux est libre et international et les banques peuvent être neutres. Ainsi les motivations financières ou politiques sont impossibles à percer.
- 135 À ce sujet, les banques américaines sont plus explicites. Aux États-Unis, en 1900, les groupes ethniques venus d'Europe persistent dans leur être au-delà de la période d'immigration. Cette originalité influence parfois la perception qu'ils peuvent avoir des événements internationaux⁶¹. On explique par une hostilité contre le nationalisme russe, l'aide que la banque KUHN, LOEB & CA apporte au Japon. Fondée par des immigrants allemands, elle avait pour président Jacob Schiff (1847-1920) depuis 1885. En 1906, en voyage au Japon, il fut reçu en audience par l'empereur Meiji, remercié et décoré⁶².

Les stratégies : projets et réalités

- 136 Dans la guerre le risque est plus grand pour le Japon que pour la Russie, parce qu'il est d'emblée inversement proportionnel à l'éloignement par rapport au triangle central des combats : Port-Arthur, Mukden, Tsushima. Les états-majors japonais ont réfléchi intensément à leurs opérations futures, bien avant que le gouvernement central n'ait fait le choix définitif de la guerre. L'expérience du terrain, acquise en 1894, leur sert. Car elle découvre des constantes géostratégiques : sur mer, une maîtrise des communications à acquérir dès le premier jour ; sur terre, vu la surabondance d'espace en Mandchourie, la nécessité de faire face à des batailles de mouvement.
- 137 Les armées japonaises sont de petits corps expéditionnaires rassemblés sur le territoire national, puis transportés par mer⁶³. Ils débarquent en un point donné du littoral coréen ou mandchou, de manière à atteindre le plus tôt possible le théâtre d'opérations, évitant une intervention éventuelle de la flotte russe. Ces opérations demandent plusieurs mois. Les quatre armées engagées débarquent dans le golfe de Corée. Une seule, la première se concentre à l'est du Yalu. Les trois autres sont déposées sur la côte est de la péninsule du Liaodong d'avril à juin. La deuxième occupe le port de commerce russe, Dalny, le 30 mai. C'est là que le général Nogi Maresuke 乃木

希典 (1849-1912) débarque à la tête de la 3^e Armée, le 8 juin 1904, pour commencer le siège de Port-Arthur. Ces actions supposent le « commandement » de la mer.

- 138 Contre la flotte chinoise, en 1894, l'amirauté japonaise craignait les deux cuirassés achetés en Allemagne. En 1904, la qualité des navires japonais égale ou surclasse celle de ses adversaires. Mais demeure la question de leur nombre. Dans le domaine des forces navales existe une comptabilité prévisionnelle – en Asie du Nord-Est, en Europe (mer du Nord et Méditerranée) et en Amérique du Sud – qui influence, sinon la décision d'entreprendre des guerres, tout au moins le choix du moment et la stratégie à suivre. Avec sa formule 6-6 (cuirassés et croiseurs cuirassés) devenue 6-8, après l'achat de justesse du Kasuga et du Nisshin en Italie, le Japon dispose d'une force statique. L'état de guerre officiel ne lui permet plus de nouvelles acquisitions. Ses chantiers ne lui apportent aucune nouvelle construction dans les catégories supérieures. Or il doit affronter les escadres russes, de Port-Arthur, de Vladivostok, mais, surtout, les navires construits à Saint-Petersbourg, soit au total treize cuirassés modernes possibles.
- 139 Il est vital pour les Russes de regrouper ces escadres. Il l'est tout autant pour la flotte japonaise de les combattre séparément. Ce qui ne paraît pas impossible *a priori*, vu l'énormité des distances qui sépare les forces russes les unes et des autres. Au contraire, jamais loin de ses bases, la flotte japonaise peut se diviser ou se regrouper à volonté selon l'action.
- 140 Dès le début de la guerre, l'état-major japonais sait qu'il devra sur mer concevoir en celle-ci plusieurs phases. En premier lieu, il s'agit de s'adapter à des exigences contradictoires : protéger le débarquement des corps expéditionnaires ; annihiler l'escadre russe de Port-Arthur ; éviter des batailles à haut risque ; conserver la flotte intacte pour une phase plus lointaine, en lui demandant la destruction de l'ennemi. Pour parvenir à un tel résultat, les stratèges japonais estiment qu'il suffit de transformer la rade de Port-Arthur en un lac fermé, en mouillant des mines ou en sabordant de vieux cargos dans le goulet. Ensuite, les cuirassés russes (au nombre de sept) y étant emprisonnés, pourraient être endommagés, par des bombardements répétés en tir indirect (*kansetsu shageki* 間接射撃). Cette stratégie d'usure était fondée sur des données connues : l'étroitesse du goulet, pour les gros navires et la vulnérabilité de la rade malgré les batteries côtières. Pendant les premiers mois de la guerre, sa validité semble confirmée, d'une part du fait de la passivité du commandement naval russe qui renonça à intervenir contre les débarquements, d'autre part à la suite de l'échec de l'unique sortie des cuirassés ennemis, celle de l'amiral Makaroff (1848-1904) dont le navire coula le 13 avril 1904 après avoir heurté une mine.
- 141 Puis, les limites de la stratégie d'usure apparaissent. Le risque n'est pas inexistant. Le 15 mai, deux des six cuirassés japonais sombrent après avoir heurté des mines déposées par un navire russe. La flotte japonaise juge prudent d'atténuer ses bombardements sur la rade où stationnent encore, quoique endommagés, six cuirassés russes. S'ils sortent, la volonté de les refouler persiste, mais au moindre coût. Le but est de les détruire, d'autant que s'annonce le départ de l'escadre de la Baltique.
- 142 L'anéantissement de la flotte chinoise, à Weihai Wei dans le Shandong, le 12 février 1895 peut servir de modèle. À Port-Arthur, il est donc décidé de confier au général Nogi la tâche de conquérir la forteresse et de frapper les navires dans la rade. Or la priorité des opérations n'est pas nettement fixée. Selon la tactique choisie, ces deux tâches s'enchaînent différemment. Ayant choisi de s'emparer de la forteresse, Nogi procède par attaques frontales contre la ligne des grands forts.

Rétrospectivement, d'après les experts, ce choix eut été bon si le succès avait été rapide. Mais, c'est un échec répété d'août à novembre 1904.

- 143 Un changement complet de tactique intervient alors. En délaissant la base elle-même, il suffit, dans un secteur moins fortifié, de s'emparer de la « côte 203 », d'où il est possible de dominer la rade et de couler les navires qui s'y trouvent⁶⁴. Dès le 6 décembre, l'artillerie japonaise est en place. La flotte russe d'Extrême-Orient est détruite au moment où les renforts qu'on lui envoie de la Baltique s'approchent de Madagascar. Du côté japonais, le siège a coûté soixante mille morts et blessés.

Le choix de la guerre

- 144 La guerre russo-japonaise s'explique par le déséquilibre qui n'a cessé de grandir à partir de 1901 entre la présence militaire russe en Mandchourie et la position politique reconnue au Japon en Corée. Il s'agissait de situations de fait, conséquences d'événements variés. En revanche, il avait tacitement été admis, depuis la crise de 1898 en Extrême-Orient, qu'un certain équilibre devait être respecté, dans l'espace formé par les deux territoires intermédiaires, entre l'emprise de la Russie et celle du Japon, deux puissances « montantes ».
- 145 Inoue Kaoru et Itō Hirobumi 伊藤博文 (1841-1909) avaient inventé l'expression *Mankan kōkan* 滿韓交換 « échange de la Mandchourie contre la Corée » qui esquissait un processus de voisinage pacifique. C'est sur la base d'une renonciation réciproque que devait être conclue la convention Nishi-Rosen⁶⁵ du 25 avril 1898. Mais la Russie ne laissa au Japon que la priorité des entreprises économiques en Corée, pays neutralisé politiquement, tandis qu'elle-même, dans le Liaodong, bénéficiait du transfert de droits régaliens. Trois ans plus tard, le Japon demande le rééquilibrage de « l'échange ».
- 146 À partir de 1901, le Japon présente des projets à l'examen du gouvernement russe. Tout d'abord, il ne s'agit que d'une action semi-officielle lors du passage à Saint-Pétersbourg, les 2 et 4 décembre, d'Itō Hirobumi. Viennent plus tard des notes de plus en plus pressantes dont le ton devient comminatoire. Envoyées les 12 août, 30 octobre, et 21 décembre 1903 (cette dernière verbale), elles sont suivies assez tardivement des réponses du gouvernement du tsar (31 octobre et 11 décembre 1903, 6 janvier 1904). Une ultime proposition du Japon est remise le 13 janvier 1904, accompagnée de l'exigence d'une réponse rapide : laquelle n'étant jamais venue, les décideurs japonais unanimes estiment inévitable la guerre. Choix officialisé le 4 février dans le cadre de la « conférence devant le souverain » (*gozen kaigi* 御前会議). Le Japon passe à l'attaque dans la nuit du 8 février à Port-Arthur.
- 147 Pour parvenir à un rééquilibrage, le Japon fait appel à deux politiques : un retrait de l'armée russe de Mandchourie ou, plus conforme au principe de l'échange, la reconnaissance, à obtenir de la Russie, d'un contrôle militaire japonais sur la Corée.
- 148 La première qui dépendait d'un affaiblissement de la colonisation militaire russe s'intégrait mieux aux conceptions britanniques. Elle semble tout d'abord conduire à un résultat, quand la Russie promet en avril 1902 une évacuation complète, permettant de rétablir en trois phases (septembre 1902, avril et septembre 1903) l'administration chinoise. Pour le Japon, cette politique écarte le très haut risque d'une guerre contre la Russie. Mais ce n'est pas une solution idéale : elle laisse en suspens la question de la Corée ; elle fait dépendre la sécurité du Japon de la bonne volonté des Russes. Le refus

de ces derniers d'exécuter la seconde tranche du retrait ne fait que confirmer à Tōkyō le doute de ceux qui n'avaient aucune confiance en la Russie (avril 1903).

- 149 Simplement suspendue pendant une année, la négociation directe entre Tōkyō et Saint-Pétersbourg reprend. Cette fois-ci, même si le langage diplomatique en exclut l'expression directe, apparaît sous-jacente la question de la guerre ou de la paix. Également, si l'appel au respect de « l'intégrité du territoire chinois » (donc de la Mandchourie) est répété, ce n'est plus l'évacuation par l'armée russe qui est centrale. La position militaire du Japon en Corée fait toute la différence entre la paix possible ou la guerre inévitable. Mais peut-on trouver les raisons du rejet par le gouvernement russe de l'échange de la Mandchourie contre la Corée ?
- 150 Le problème avait été abordé en décembre 1901 lors des rencontres entre Itō Hirobumi (qui s'exprimait en anglais) et le ministre des Affaires étrangères du tsar, Vladimir Lamsdorf⁶⁶. Ce dernier aurait fait les déclarations suivantes :

If we delegated Korean affairs exclusively to Japan and accepted even her right to send troops there, we should naturally require some guarantee that Japan did not turn Korea to her strategic advantage... [...] If Japan were to construct bases on the Korea's littoral, this would threaten communications between Vladivostok and Port-Arthur and, for reason of self-defence, Russia could not look on disinterested⁶⁷.

- 151 Cette question refait surface le 30 octobre 1903, lorsque Komura Jutarō 小村壽太郎 (1855-1911), en demandant aux Russes un libre usage du territoire coréen, promet qu'aucune fortification côtière n'y viendrait menacer leur flotte entre la mer Jaune et la mer du Japon.
- 152 Le territoire coréen, ne pouvant être à la fois un rempart pour le Japon, et le gardien neutralisé des détroits pour la Russie, se trouva engagé dans deux politiques sécuritaires contradictoires. Désormais, pour essayer de connaître ce que seraient à l'avenir les exigences territoriales des Russes, les dirigeants japonais ne considèrent que la cohérence géographique interne des colonisations militaires. Celle de la Russie en Extrême-Orient dépend à la fois de lignes ferroviaires à l'ouest, et à l'est, à la périphérie côtière de la péninsule coréenne, d'une indispensable ligne de communication maritime. Dans de telles conditions, aucune politique de compromis ne paraissant subsister, la guerre seule peut décider de l'utilisation de l'espace.
- 153 Cependant, le choix du moment de l'attaque demeure. Dépendant de la marine (donc de l'amiral Yamamoto Gonnohyōe 山本権兵衛) du fait de la nature des opérations prévues, la date fixée dut se situer assez tard pour que les deux croiseurs cuirassés, achetés en Italie (le Kasuga et le Nisshin), aient le temps d'arriver dans les eaux territoriales japonaises⁶⁸, assez tôt pour disposer au moins de six mois avant l'entrée en service des cuirassés russes en construction⁶⁹.

La sortie de la guerre (1^{er} juin – 5 septembre 1905)

- 154 Pendant les quatre premiers mois de 1905, le Japon semble conclure la guerre par une suite de victoires spectaculaires.
- 155 Le 1^{er} janvier, Port-Arthur capitule. Les forces assiégeantes vont rejoindre les autres armées japonaises sur le front de Mandchourie, au sud de Moukden. Tous moyens réunis (avec deux cent cinquante mille hommes contre trois cent soixante-seize mille)⁷⁰, celles-ci tentent vainement d'encercler les corps d'armée russes⁷¹. Sur terre, la bataille (du 19 février au 10 mars) est la dernière de la guerre russo-japonaise. Elle fut

la seule d'une telle envergure en Mandchourie. Les 27 et 28 mai, la flotte russe venue de la Baltique est coulée ou contrainte à une reddition. Il n'y a plus ensuite de grandes opérations si ce n'est l'occupation complète de Sakhaline.

- 156 Sans plus attendre, après Tsushima, le Président des États-Unis Théodore Roosevelt propose de tenir le rôle de médiateur et d'ouvrir une négociation.
- 157 En fait, secrètement, c'est du côté japonais qu'est venue l'initiative. La demande est transmise par l'ambassadeur à Washington, le 1^{er} juin. À Tōkyō, l'offre américaine est officiellement acceptée le 10 juin. À Saint-Petersbourg, le tsar donne son accord le 12 juin. Au Japon, l'opinion publique, laissée dans l'ignorance, est persuadée que c'est la Russie qui a sollicité la paix.
- 158 Victorieux et pressés d'obtenir la fin du conflit, l'attitude des dirigeants japonais ne peut s'expliquer que par leur réflexion sur l'évolution de la guerre.

La situation militaire

- 159 Aucune des deux puissances ne peut plus espérer rationnellement parvenir à une victoire complète. L'espace confère à la Russie la certitude de l'invulnérabilité. Cette particularité était connue des dirigeants japonais avant qu'ils n'entrent en guerre. Mais à la suite de la destruction des escadres russes, le Japon bénéficie d'une invulnérabilité équivalente. La marine japonaise est devenue maîtresse des mers environnantes. Il ne demeure donc dans cette guerre d'autres perspectives que la conquête (ou pour les Russes, la reconquête) de territoires. La grande victoire du Japon est d'avoir obtenu lui aussi l'invulnérabilité. À partir de Tsushima, une sorte de réciprocité sécuritaire encadre les batailles à venir, qui toutes ne peuvent être que terrestre, et *a priori* localisées en Mandchourie.
- 160 De nouvelles campagnes en Mandchourie peuvent-elles être imaginées ? La réponse est à considérer du point de vue des Japonais et des Russes, séparément.
- 161 Pour les premiers, la « carte de guerre », c'est-à-dire le résultat des premières conquêtes, est satisfaisante. La Corée et le Sud mandchou sont sous leur contrôle. Pour l'état-major japonais, l'important maintenant est d'y construire des voies ferrées à usage militaire ; celles que les Russes y avaient établies étant inutilisables faute d'un matériel roulant approprié.
- 162 Si les combats reprennent, alors l'avenir peut être beaucoup plus sombre. L'armée de Mandchourie devrait choisir entre une guerre de position, et une guerre de mouvement, avec objectif la prise de Harbin et la rupture du Transmandchourien. La nécessité de ce choix tactique préfigure la situation militaire en France de 1914 à 1918.
- 163 Les généraux japonais rejettent cet avenir et souhaitent une négociation de paix immédiate. Ils partent d'observations concrètes. Le Japon n'a pas les moyens industriels et financiers indispensables pour une longue guerre. Au cours de plusieurs batailles, l'armée a manqué de munitions et n'a jamais pu parvenir à une victoire décisive. La puissance russe ne cesse d'augmenter : de nouveaux renforts ont été envoyés d'Europe. Dans les deux cas, le temps travaille contre le Japon en Mandchourie. Il est sage d'arrêter la guerre. Il n'est pas surprenant que les généraux russes aient eu une opinion opposée. Immédiatement après la perte de Moukden, Liniévitch (1838-1909), nouvellement nommé commandant en chef, propose de préparer une contre-offensive. Son prédécesseur, Kuropatkine (1848-1925), estime que jamais dans son histoire, la Russie n'avait pu réunir des armées aussi « fortes que celles de Mandchourie ». Ces

généraux tentent de dissuader le tsar de négocier. Mais l'ordre de reprendre les combats ne vient pas. La Russie adopte une voie moyenne. Par la déclaration de son représentant, Serguei Witte (1849-1915), à la conférence de Portsmouth (New Hampshire, États-Unis), elle pose comme principe que, dans cette guerre, « il n'y a pas eu de vainqueur, donc pas de vaincu »⁷². Si le Japon a gagné des batailles, il n'a pas gagné la guerre. Si la Russie peut à son tour obtenir des victoires sur terre, elle ne peut plus gagner la guerre après Tsushima. Le retour à la paix en est facilité tant qu'il s'agit de répartir des territoires et des droits. La négociation est plus difficile dans la mesure où les terres et les droits peuvent aussi symboliser la victoire.

La négociation

- 164 Au sens strict, celle-ci se limite à une période de moins d'un mois (du 10 août au 5 septembre 1905). Le processus est fort simple. Les délégués du Japon, dirigés par Komura Jutarō, le ministre des Affaires étrangères présentent des demandes aux Russes. Ces derniers les acceptent ou les rejettent, jusqu'à ce que d'autres demandes, plus limitées, leur soient présentées. La même opération recommence plusieurs fois. L'attitude du Japon est celle d'un vainqueur. Mais il est privé de moyens de contrainte. Il reste possible à la délégation japonaise de rompre les négociations. Or cette rupture ne saurait conduire à une reprise des combats, que le gouvernement et les autorités militaires au Japon refusent. L'arrêt des négociations ne supprimerait pas l'obligation de maintenir la mobilisation.
- 165 Une comparaison entre demandes du Japon et refus de la Russie permet de saisir les points importants de leur politique sécuritaire. Les demandes ont été rédigées dans divers services japonais, dès le début des hostilités. Elles peuvent être regroupées en trois catégories :
- La moins discutée est celle qui a trait à la Corée et au sud de la Mandchourie. Territoires déjà occupés par son armée, la reconnaissance obtenue de la Russie n'apporte au Japon qu'un supplément de légitimité. Le traité de Portsmouth ne supprime ni l'indépendance de la Corée, ni l'intégrité territoriale de la Chine. Même après le retrait russe, l'action du Japon ne peut se déployer que dans le cadre d'arrangements avec les puissances coloniales neutres, présentes sur le terrain, comme l'Angleterre et les États-Unis. Conclu le 29 juillet 1905, l'accord (*kyōtei* 協定) Katsura-Taft, l'illustre bien. Il met en cause la Corée et les Philippines sous la forme d'un échange.
 - La plus discutable : celle qui associe le versement au Japon d'une « indemnité de guerre » et la remise de l'île de Sakhaline. Il était connu que Nicolas II refusait toute concession sur ces deux sujets. Sur les listes d'exigences, leur place était secondaire. Mais vu leur valeur symbolique, c'est sur eux que bute la négociation.
 - Une troisième catégorie est composée d'articles variés. Elle a pour but moins de transférer au Japon des droits nouveaux que d'affaiblir ceux que la Russie pourrait conserver. Sa finalité est militaire : réduire Vladivostok et le Transmandchourien à une activité commerciale, fixer la limite des forces navales russes.
- 166 Lorsque, la négociation pour la paix arrive au point de rupture, Nicolas II accepte *in extremis* de céder le sud de Sakhaline (au sud du 50° parallèle). Le gouvernement japonais angoissé voit là un miracle et ordonne aussitôt à Komura d'accepter. La paix est signée. Les militaires japonais ont tous contribué à une paix rapide.

- 167 Le Japon obtient une domination sur la Corée, mais il doit coexister en Mandchourie avec la Russie, la Chine et la finance américaine.

Apaisement et cohabitation, la nouvelle Mandchourie coloniale

- 168 Plus que la fin d'une grande guerre moderne, la paix du 5 septembre 1905 signale un changement d'époque dans l'histoire de l'Extrême-Orient. La Chine « proprement dite » reste fidèle à son système de colonisation. Celui-ci réussit à absorber, sans grand changement, le choc des crises de 1898 (Jiaozhou et Port-Arthur) et de celle des Boxers en 1900. La doctrine de la « Porte ouverte » lui sert de pensée unique. Les États-Unis et la Grande-Bretagne espèrent – la guerre russo-japonaise oubliée – obtenir facilement l'intégration de la Mandchourie et de la Corée dans un espace soumis uniformément aux pratiques de l'impérialisme commercial. Or leurs espoirs ne peuvent être que déçus.
- 169 En effet, si après le retour de la paix, en 1906-1907, entre Japonais, Russes et Chinois, s'esquisse peu à peu une coexistence, cette dernière repose sur une assise politique et diplomatique forte, avec des domaines réservés bien arrêtés : le moteur de la situation est bien celui d'une cohabitation entre États, non pas d'un *modus vivendi* entre colons. Les politiques coloniales demeurent sous l'exclusive direction du pouvoir politique et ne se réduisent pas à l'addition d'intérêts privés. Dans les empires en présence, la stabilisation puis le recul des colonisations militaires ne viendront pas remettre en cause la main mise des États sur les leviers de commande. C'est cette conjonction entre pacification et étatisme qui fonde l'originalité de cette nouvelle période pour le Nord-Est de l'Asie.
- 170 Les vues des trois empires voisins, après une décennie de guerres et de troubles, présentent des traits communs. Sans exclusive – militaires, économiques ou démographiques – toutes sont composées de projets à long terme, dont la réalisation paraît conditionnée par une paix durable. Or celle-ci peut l'être réellement, quoique encore sous une forme armée. En rejetant l'idéalisation de la « Porte ouverte », en se donnant comme objet prioritaire la consolidation de leur part de souveraineté sur le territoire mandchou, les puissances du Nord-Est de l'Asie ont simultanément été conduites à concilier rivalités politiques et coopération. La Mandchourie devient un chantier de cohabitation.
- 171 Pour être effectif, ce changement de politique ne pouvait être conçu qu'après (ou au moment) du retrait des armées de masse japonaise et russe. Il faut donc tout d'abord considérer la période intermédiaire qui suivit la paix de Portsmouth.

L'immédiate après-guerre (septembre 1905-été 1906)

- 172 Il s'agit d'un face-à-face, sans combat, des deux anciens belligérants, laissant possible, pendant plusieurs mois, une reprise – désirée ou crainte – de la guerre. D'où des préoccupations à court terme, stratégiques chez les chefs militaires et, pour le Japon, applicables à son statut en Corée.

Stratégie

- 173 Selon les états-majors des deux camps, le plus important n'est pas d'accroître les effectifs, mais de déplacer rapidement et en toute sécurité ceux dont on dispose déjà. Les voies ferrées sont plus que jamais un moyen décisif. Celles qui existent doivent être réparées et doublées. D'autres sont à compléter. Pour les Russes, il est prudent de continuer le Transsibérien le long de l'Amour, selon le projet initial. Pour les Japonais, il semble essentiel de relier l'un à l'autre le réseau ferré de Corée et celui de Mandchourie, de manière à mettre en place une ligne continue et à débit normal, de Pusan à Moukden (via Andong, Séoul, puis Ŭiju 義州 sur le Yalu/Amnokkang) appelée en japonais « route Hō-Fu »⁷³.
- 174 De l'importance accordée à la ligne Andong-Moukden⁷⁴, proviennent deux conflits : l'un, externe avec la Chine, qui la considère comme une atteinte à sa souveraineté ; l'autre, entre les autorités militaires et civiles japonaises, parce que ces dernières désirent faire du sud Mandchourien de Dairen à Changchun, l'axe de leur politique coloniale. Les généraux japonais ne souhaitent pas la guerre. Mais il peut leur être utile d'en faire durer la préparation, afin de conserver la haute main sur les territoires occupés.

En Corée

- 175 Comme en 1894, l'armée japonaise occupe la Corée dès février 1904, afin d'en faire une base opérationnelle. Mais contrairement à cet antécédent⁷⁵, le gouvernement de Tōkyō dispose cette fois-ci d'un projet précis pour le statut futur du royaume. Il s'agit de lui imposer un régime de protectorat, reconnu en droit international, qui ne correspond ni à la fonction de rempart ni à celle d'État tampon initialement prévue. Ainsi que le prouve précisément en Occident la crise marocaine de 1905, un État, qu'il paraisse archaïque ou moderne, ne devient un protectorat que par le consentement des grandes puissances et le retrait de leurs ambassades de la capitale du pays « protégé ». Le 17 novembre 1905, le monarque de Corée signe... ou aurait signé l'acceptation du statut de protectorat sous le contrôle du Japon ? Peter Duus écrit qu'on ne peut savoir clairement ce qui se passa au palais de Séoul ce jour-là (pressions, séquestrations, tricherie ?)⁷⁶. Cependant, le succès du protectorat résulte, avant tout, des accords conclus, d'une part, le 12 août 1905, lors du renouvellement de l'alliance anglo-japonaise, d'autre part, le 27 juillet, à la suite d'une conversation entre William H. Taft (1857-1930), gouverneur américain des Philippines, et Katsura Tarō 桂太郎 (1848-1913), Premier ministre japonais (« mémoire » ou « accord secret », *himitsu no oboegaki* 秘密の覚え書き)⁷⁷. Le Japon n'avait pas les moyens de contraindre l'Angleterre et les États-Unis à fermer leur ambassade respective à Séoul, mais avait pourtant reçu la promesse de ces fermetures. En échange de quoi ?
- 176 De peu de choses, s'agissant de l'Angleterre. L'amirauté britannique était désireuse avant tout de rapatrier ses escadres dans les mers européennes. Londres ne fit aucune difficulté pour abandonner la Corée⁷⁸.
- 177 Avec les États-Unis, la question pourrait être beaucoup plus complexe⁷⁹. En fait, ce que Taft propose à Tōkyō, c'est seulement une entente de non-intervention militaire réciproque, américaine en Corée, japonaise aux Philippines où, depuis la fin de la guerre hispano-américaine⁸⁰ (décembre 1898, traité de Paris), se déroule une violente

conquête coloniale. Entre l'armée américaine (portée à un effectif de cent vingt-six mille hommes⁸¹) et le mouvement indépendantiste d'Emiliano Aguinaldo, l'affrontement est extrême. Le contraste entre les chiffres des victimes des deux camps – quatre mille deux cents Américains, deux cent trente mille Philippins soit un rapport de 1 à 50 – est caractéristique d'un conflit colonial. Pierre Chaunu explique les méthodes de combat américaines par leurs expérimentations antérieures sur le territoire même des États-Unis, contre les tribus indiennes et, entre autres, comme « techniques d'extermination de la frange pionnière⁸² ».

- 178 Cette situation était connue au Japon surtout parmi les « activistes » du Pan-Asiatisme (*Asia shugi* アジア主義 en japonais). En 1899, ces derniers avaient tenté d'envoyer aux Philippines un bateau chargé d'armes et de munitions, le *Nunobikimaru* 布引丸⁸³, avec à son bord quelques Japonais. Parti de Nagasaki, celui-ci coula au cours d'une tempête en mer de Chine Orientale. Il n'y eut plus ensuite d'action de cette sorte. Au nom de l'équilibre des forces en Extrême-Orient, cette intervention fut volontairement oubliée, le gouvernement japonais ayant pris parti pour les États-Unis. Cinq ans plus tard, c'est sur la base d'intérêts militaires convergents que fut scellé l'accord Taft-Katsura. Les Philippines restèrent, à l'ouest du Pacifique, comme le point terminal de la colonisation militaire américaine.

En Mandchourie

- 179 Dans le sud de la Mandchourie conquis sur les Russes et où il continue de contrôler et d'administrer aussi la population chinoise, le Japon est loin d'obtenir une consolidation politique aussi décisive qu'en Corée.
- 180 Il lui faut d'abord compter avec la pression des intérêts coloniaux privés, en dehors de l'action des États.
- 181 De février à avril 1906, les demandes des partisans de la « Port Ouverte » se multiplient. Déjà en octobre 1905, avait été reçue à Tōkyō, la proposition de l'entrepreneur de chemin de fer américain Harriman⁸⁴ qui souhaitait acheter la part japonaise du Sud Mandchourien afin de l'intégrer, à base de capitaux privés, dans une organisation mondiale des transports (Europe, Russie, Sibérie).
- 182 Ensuite, la Chine, surtout hostile à la Russie depuis quelques années, redevient critique. Sa souveraineté étant reconnue sur la Mandchourie, il est admis dans le traité de paix de Portsmouth que le transfert prévu de droits russes sera conditionné par son consentement. D'où la nécessité d'un traité sino-japonais complémentaire (*Manshū ni kansuru nisshin jōyaku* 滿洲ニ關スル日清条約). Or la conception de cette souveraineté chinoise fait problème : question de pure forme pour le négociateur japonais, Komura Jutarō, elle est source d'un vrai pouvoir selon le gouvernement de Pékin. La reconstruction en projet de la voie ferrée Andong-Moukden aggrave le différend. Le traité, signé le 22 décembre 1905, est ressenti comme un coup de force japonais.
- 183 Globalement la situation diplomatique du Japon se dégrade. Obsédé par le souvenir de l'année 1895, il craint l'isolement, voire une coalition : Russie, Chine, États-Unis. Il lui paraît préférable d'inventer une nouvelle colonisation, ni trop militaire, ni trop marchande et, en association avec la Russie, de retirer les grandes armées du temps de guerre.

L'espace mandchou acteur de l'Histoire

- 184 Le Japon n'est pas menacé d'asphyxie financière en 1906. Il peut aisément trouver à emprunter en Europe. L'information technologique en ce temps circule librement. Avec les crédits obtenus, le Japon peut acheter le matériel nécessaire pour rééquiper les chemins de fer de Mandchourie. Une menace économique n'est pas à craindre. En revanche, l'isolement diplomatique peut constituer un réel danger, voire annoncer peut-être une coalition. Le problème international étant jugé comme un rapport de forces, il s'agit de préserver le droit de l'État japonais. Ceci conduit à trouver une formule d'administration qui ne serait ni celle du libéralisme international, ni celle, devenue politiquement contreproductive, de la simple colonisation militaire, en période de paix prolongée. Itō Hirobumi, à Tōkyō, en tant que premier des *genrō*, Gotō Shinpei, en Mandchourie, fort de sa connaissance des problèmes coloniaux, sont, au printemps 1906, les artisans du changement de la politique suivie par le Japon.
- 185 L'évacuation, décidée au printemps 1906, par les armées russes et japonaises des territoires mandchous qu'elles occupent provisoirement n'est effective qu'à l'été de la même année, presque un an après la paix de Portsmouth. La Chine, pour la première fois, voit alors dans la Mandchourie entière un problème d'avenir. Son pouvoir central a parfaitement compris que pour résister aux colonisations russe et japonaise – rivales, mais potentiellement associées – il est vital d'intensifier et l'immigration des paysans du Shandong ou du Chihli, et la construction d'un réseau ferroviaire autonome. La ligne Tianjin 天津 – Shanhai-guan 山海關 – Ximintun 西民屯 pourrait en être le point de départ. Il s'agit de soutenir la sinisation de l'espace mandchou, reconnue par les instances internationales, par une assise sociale et matérielle (peuplement, équipement, élan économique) capable de la rendre irréversible. Toutes les réformes entreprises dans le Nord-Est vont désormais dans le sens de ce combat.
- 186 La réforme la plus imprégnée de ce volontarisme d'État est, en avril 1907, la division de la Mandchourie en trois provinces : Fengtian 奉天省 (c.-à-d. Moukden) au sud, Jilin 吉林省 au centre, Heilongjiang 黑龍江省 (fleuve Amour) au nord. Une unité politique sous un gouverneur général est maintenue. Les limites sont officielles et ne tiennent pas compte de celles – non officielles, mais réelles – qui séparent les intérêts russes et japonais. Partout le droit de propriété et de commerce de la terre, la création d'écoles favorisent l'accueil des immigrants chinois, dont dépend le dynamisme de la Mandchourie.
- 187 Pour mesurer cette colonisation de peuplement, la natalité et la mortalité ayant peu changé, il est plus significatif de recourir à des ordres de grandeur qu'à des chiffres précis trop variables selon les sources. Pendant la décennie qui suit l'ouverture du territoire, la population des provinces du centre et du nord double : de trois à six millions, d'un à deux millions respectivement. Dans le Fengtian, en revanche, l'accroissement est au plus de 20 % (de dix à douze millions environ). Selon Ishiwara Kanji, la Mandchourie a été colonisée par des Chinois sans enracinement ancestral dans son sol. On pourrait en dire autant d'Hokkaidō au Japon et de tout l'Ouest américain. Sans l'affrontement entre Russie et Japon, et l'absence de vrais vainqueurs, la souveraineté de la Chine sur un espace alors presque vide n'aurait pas été maintenue, et cette immigration tardive de masse eut été impossible.
- 188 En face de la volonté d'avenir de la Chine en Mandchourie se dresse une politique d'avenir du Japon fondée sur la même volonté : perdurer en Mandchourie. Il est facile

d'en présenter les grands traits, parce qu'elle est due surtout à l'imagination de Gotō Shinpei, administrateur colonial novateur, et qu'elle s'incarne dans une seule institution : la Compagnie par actions du chemin de fer du sud de la Mandchourie (Minami Manshū tetsudō kabushiki gaisha 南滿州鉄道株式会社), plus célèbre sous son abréviation de « Mantetsu ». Fortement étatisée, parvenue au bout d'un an (au lieu des trois prévus) à un succès impressionnant, celle-ci est créée officiellement en février 1907. Gotō⁸⁵ en devient le président. Inspirée du modèle de la compagnie des Indes orientales (disparue en 1858), elle unit un capitalisme d'État (le Japon, seul propriétaire des infrastructures et du matériel roulant) et une ouverture sur le marché. La moitié du financement est obtenue par les ventes d'actions dont les Chinois sont tous écartés. Toutes les grandes banques japonaises ont été mobilisées. Des bénéfices sont attendus du fonctionnement commercial. Le président et le vice-président, nommés par le gouvernement, dépendent exclusivement de ce dernier.

- 189 L'autre originalité du Mantetsu est sa fonction globale d'animation et de contrôle de tous les aspects de la colonisation japonaise en Mandchourie, à l'exception de l'aspect militaire. Celui-ci est attribué au commandant et chef de l'armée, maintenue dans le territoire à bail et le long de la voie ferrée. Entreprise ferroviaire, le Mantetsu crée et gère toutes les lignes japonaises de chemin de fer japonais présentes et à venir dans le territoire. Entreprise de colonisation, il doit attirer et aider les compagnies japonaises qui voudraient s'y installer. Il doit encadrer les résidents japonais dont Gotō espère voir le nombre s'élever à cinq cent mille. Les écoles, les hôpitaux, la formation des médecins (japonais ou chinois) entrent dans ses attributions.
- 190 Le centre du Mantetsu en tant qu'institution globale du Japon est situé à Dairen. Les diverses activités sont autant que possible localisées sur les terrains annexes (*fuzokuchi* 附屬地) de la voie ferrée principale c'est-à-dire le sud mandchourien au sens strict. Le tout est géographiquement concentré.
- 191 Entre Chine et Japon, deux poussées coloniales en expansion, la concurrence est inévitable. Mais vu l'immensité du territoire et la nouveauté de la société des immigrants, la complémentarité aussi est possible. Le fait apparaît surtout dans le domaine économique. Les paysans sont pauvres, mais ils sont incités à renoncer à une agriculture de subsistance au profit de productions commerciales et industrielles. Traité sur place (huile et tourteaux), largement exporté, le soja devient presque tout de suite le premier moteur du développement et explique aussi le succès du Mantetsu et de son port marchand, Dairen.
- 192 La concurrence se focalise sur le projet chinois de construction à partir de Ximintun, d'une ligne sud-nord parallèle au tracé du Sud manchurien (*Mantetsu heikōsen mondai* 滿鉄平行線問題). Le conflit est de nature politique, parce qu'il acquiert une dimension internationale : nécessité d'emprunter au New York ou à Londres ; intervention du premier consul général américain à Moukden, Straight ; réapparition du financier Harriman ; négociations à Washington conclues en 1908 sous le nom d'« agrément Root-Takahira ». C'est le surgissement d'une « question de Mandchourie », tout à fait nouvelle, tandis qu'à Saint-Petersbourg, le ministre des Affaires étrangères Isolsky et l'ambassadeur japonais Motono Ichirō 本野一郎 (1862-1918) tendent à effacer le souvenir de la guerre russo-japonaise.
- 193 La pacification de l'Asie du Nord-Est est un fait régional acquis en 1907. Elle ne procède pas d'une idéalisation de la paix. Les ajustements pragmatiques laissent persister des rivalités. Mais sur ces dernières, agit soit une autolimitation, soit une interaction, l'une

et l'autre créatrice, dont naît la Mandchourie coloniale. Toutefois cette pacification s'intègre aussi dans des changements ou diplomatiques, ou militaires, centrés les uns sur le Pacifique, d'autres sur l'Europe. L'ensemble, malgré des processus distincts, contribue à une neutralisation politique de l'Extrême-Orient⁸⁶.

- 194 Dans le Pacifique, Japon et États-Unis sont face à face. Mais des obstacles matériels les empêchent de s'affronter.
- 195 L'impérialisme américain s'adapte aux conditions géographiques. Dans le Pacifique, c'est un colonialisme militaire en milieu océanique, composé d'îles et de bases navales, acquises par coups d'État (Hawaï), guerres et achats forcés (Philippines). Parallèlement à la colonisation russe et à l'installation par le Japon d'un « rempart » à l'ouest de la Corée, les États-Unis ont fixé leur frontière de sécurité, à des milliers de kilomètres de leur territoire national. Au-delà de cette barrière, ils n'ont plus de moyens militaires. Ils se limitent donc à des formes économiques de colonialisme : doctrine de la Porte ouverte en 1899-1900, et en 1905, début de la « diplomatie du dollar », qui culmine en 1909 sous la présidence de Taft. La succession de l'une à l'autre a pu être expliquée comme un passage de la théorie à la pratique. Or la seconde seule est orientée contre le Japon et si toutes les deux échouent en Mandchourie, l'attaque persiste sous l'aspect d'une agressivité morale⁸⁷.
- 196 Les faiblesses de cette colonisation militaire américaine sont évidentes : une flotte qui ne peut s'imposer simultanément sur les deux océans, et une absence de canal transocéanique (en projet au Nicaragua ou au Panama).
- 197 Cependant, il existe aussi une faiblesse décisive du Japon. Page d'histoire, ignorée des historiens, la flotte japonaise est dans une phase de dépression dès 1906, à cause de l'entrée en service du nouveau cuirassé de classe Dreadnought dans la marine anglaise. Le Japon a la force du nombre. Mais tous ses vaisseaux deviennent de fait obsolètes et ceux qu'il construit le sont aussi. Afin de se rendre indépendant des achats à l'étranger, il a su mettre en chantier des 1905 des croiseurs cuirassés de 13 000 tonnes et finalement des cuirassés de 19 000 tonnes, le Satsuma et l'Aki. Mais s'il remporte le défi du tonnage, il perd la bataille de la modernité. Un détail suffit à l'expliquer. Les cuirassés anglais type Dreadnought portent dix canons de 305, les cuirassés japonais n'en ont que quatre pour une dimension identique. Les arsenaux japonais ne parviennent pas à forger des canons de gros calibre en nombre suffisant. « Compte tenu de son industrie, la création du Dreadnought a été un désastre pour le Japon »⁸⁸. Pendant dix ans, la politique japonaise dans le Pacifique doit être modeste.
- 198 Contrairement à celle du Pacifique, la contribution de l'Europe au calme en l'Extrême-Orient ne procède pas de la neutralisation d'une hostilité latente. Elle résulte de l'intégration des protagonistes de la guerre russo-japonaise dans un nouveau système diplomatique. Les deux alliances, franco-russe et anglo-japonaise, virtuellement opposables l'une à l'autre, sont maintenues, de même que l'Entente cordiale du 8 avril 1904, qui aurait pu placer les deux puissances contractantes dans une situation difficile. Or en trois mois, de juin à août 1907, trois accords internationaux rendent ces héritages diplomatiques pleinement compatibles : le 10 juin entre la France et le Japon ; le 30 juillet entre le Japon et la Russie ; le 31 août entre l'Angleterre et la Russie. Les conséquences en sont : en Europe, pour trois des puissances signataires, l'esquisse de la Triple Entente (qu'on opposait alors à la Triple Alliance) ; en Extrême-Orient pour la Russie et le Japon, un voisinage rassurant, ainsi qu'un supplément de sécurité pour les privilèges coloniaux français et anglais. Il n'existe pas de traité collectif. Chacune des

quatre puissances mentionnées obtient, par des accords successifs, une relation pacifiée avec les trois autres. L'ensemble est cohérent, sans qu'il en résulte une absorption du Japon dans l'Entente. C'est Iswolsky, à Saint-Petersbourg, qui prit l'initiative des pourparlers d'apaisement avec l'ambassadeur prorusse Motono Ichirō⁸⁹.

- 199 Sans la guerre civile en Chine à partir de 1911 et la crise balkanique de 1914, rien ne pouvait interdire d'imaginer comme durables la paix et l'ordre établis en Extrême-Orient continental. C'est dans ce cadre que la Mandchourie, cessant de n'être qu'un espace, commence alors à devenir, pour la société et l'économie mondiale, une réalité tangible dans l'Histoire.

NOTES

1. François Joyaux, *La Nouvelle question d'Extrême-Orient*, Payot, 1985, 398 p.
2. Pierre Renouvin, *La Question d'Extrême-Orient 1840-1940*, Hachette, 1946, 435 p.
3. Sur les relations internationales en Extrême Orient, voir aussi : George M. Beckmann, *The Modernization of China and Japan*, Harper & Row, 1962, 724 p. ; Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Nouvelle Clio, PUF, 1964, 464 p. ; Ian Nish, *The Anglo-Japanese Alliance: The Diplomacy of Two Island Empire 1894-1907*, University of London Historical Studies, 1966, 420 p. ; *Nihon gaikōshi jiten* 日本外交史辞典 (Encyclopédie historique des relations diplomatiques du Japon), Yamakawa shuppansha 山川出版社, 1992, 1327 p. ; Nora Wang, *L'Asie orientale du milieu du XIX^e siècle à nos jours*, Armand Colin, 1993, 407 p. ; Michel Vié, *Le Japon et le monde au XX^e siècle*, Masson, 1995, 303 p. ; Peter Duus, *The Abacus and the Sword: The Japanese Penetration of Korea 1895-1910*, University of California Press, 1998, 498 p. ; Jean-Louis Van Regemortel, *La Russie et le monde au XX^e siècle*, Masson/Armand Colin, 1999, 186 p. ; Alain Delissen et al., *L'Asie orientale et méridionale aux XIX^e et XX^e siècles*, Puf, 1999, CCXLIV + 546 p. ; Lionel Babicz, *Le Japon face à la Corée à l'ère Meiji*, Maisonneuve et Larose, 2002, 269 p.
4. Sur les questions militaires en Extrême Orient : Hata Ikuhiko 秦郁彦, *Taiheiyō kokusai kankeishi* 太平洋関係史, Fukumura shuppan 福村出版, 1972, 328 p. ; J. C. Balet, *Le Japon militaire en 1910-1911*, E. Le Roux, 1910 ; Ikeda Kiyoshi 池田清, *Nihon no kaigun Jōkan* 日本海軍上巻 (La Marine de guerre japonaise, Vol. 1), Shiseidō 至誠堂, 1966, 256 p. ; Eric Muraise, *Introduction à l'Histoire militaire* (présenté par d'Institut des Hautes Études de Défense nationale, 1964, 368 p. ; Okamoto Shunpei, *The Japanese Oligarchy and the Russo-Japanese War*, Columbia University Press, 1970, 368 p. ; Kitaoka Shin.ichi 北岡伸一, *Nihon rikugun to tairiku seisaku 1906-1918* 日本陸軍と大陸政策1906-1918 (L'Armée japonaise et la politique continentale), Tōkyō Daigaku Shuppankai 東京大学出版会, 1972, 381 p. ; Toyama Saburō 外山三郎, *Nihon kaigunshi* 日本海軍史 (Histoire de la Marine de guerre japonaise), Kyōikusha rekishi shinsho 教育者歴史新書, 1980, 273 p. ; Conway's *All The Worlds fighting Ships, 1906-1921*, Conway Maritime Press Ltd., 1993, 448 p. ; Sarah C. M. Paine, *The Sino-Japanese War of 1894-1895*, Cambridge University Press, 2002, 428 p., p. 75-76.
5. Philippe Rygiel, « Quand l'Europe était une terre d'émigration », *Collections de l'Histoire - Les grandes migrations*, n° 46, 2010, p. 65.
6. Sur la « question de la Mandchourie » : Kitaoka Shin.ichi, Gotō Shinpei 後藤新平 (Gotō Shinpei), Chūōkōronsha, 1988, 252 p. ; Yoshihisa Tak Matsukata, *The Making of Japanese Manchuria: 1904-1932*, Harvard East Asian Monographs, 2001, 544 p. ; Yamamuro Shin.ichi 山室信一, *Kimera* :

- Manshūkoku no shōzō* キメラ 満州国の肖像 (La Chimère mandchourienne), Chūōkōronsha, 2004, 428 p. ; Yamamuro Shin.ichi, *Nichiro sensō no seiki* 日露戦争の世紀 (Le siècle de la guerre russo-japonaise), Iwanami shoten, 2005, 256 p. ; 小林英夫, « *Manshūkoku* » no rekishi <満州国>の歴史 (Histoire de la Mandchourie), Kōdansha, 2008, 288 p.
7. Économiste et ancien ministre autrichien, puis professeur à l'Université de Harvard à partir de 1932.
 8. Connue en France par la bataille de Palikao (Baliqiao 八里橋, en chinois), qui valut le titre de comte de Palikao au général Cousin-Montauban (1796-1878).
 9. Okamoto Shunpei, *The Japanese Oligarchy and the Russo-Japanese War*, op. cit., p. 149. "Even the Battle of Trafalgar could not match this" aurait écrit Theodore Roosevelt.
 10. Yves Lacoste, *Hérodote*, numéro « Asie du Nord-est », n° 97, Paris, 2000.
 11. Pierre Renouvin, *La Question d'Extrême-Orient 1840-1940*, op. cit.
 12. Sarah C. M. Paine, *The Sino-Japanese War of 1894-1895*, op. cit., p. 75-76. Port-Lazareff était situé non loin de Wōnsan.
 13. Lionel Babicz, *Le Japon face à la Corée à l'ère Meiji*, op. cit., p. 34 ; *Nihon gaikōshi jiten*, op. cit., entrée « *posadonikku-gō jiken* » (l'affaire du Posadnik).
 14. Jean-Baptiste Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours*, op. cit., p. 127-131.
 15. Dans le vaudeville de Feydeau, *Un fil à la patte* (1894), un Péruvien est envoyé à Paris pour acheter « deux cuirassés, trois croiseurs, cinq torpilleurs ».
 16. Alfred Thayer Mahan, *The Influence of Sea Power upon History: 1660-1783*, Boston, Little, Brown & Company, 1890, 557 p.
 17. Sarah C. M. Paine, *The Sino-Japanese War of 1894-1895*, op. cit., p. 132-134, sur l'« incident » du Kowshing.
 18. Pierre Renouvin, *La Question d'Extrême-Orient, 1840-1940*, op. cit., p. 4-7.
 19. Si ce n'est en Sibérie occidentale. Voir Roger Portal, cours de la Sorbonne, *La Russie industrielle de 1890 à 1927*, Centre de documentation universitaire, (1956) 1976, 190 p. ; Yamamuro Shin.ichi, *Nichiro sensō no seiki*, op. cit., p. 44.
 20. Pierre Renouvin, *ibid.*, p. 126.
 21. George M. Beckmann, *The Modernization of China and Japan*, op. cit., p. 171.
 22. Roger Portal, cours de la Sorbonne, *La Russie industrielle de 1890 à 1927*, op. cit., p. 89-91. Yamamuro Shin.ichi, *Nichiro sensō no seiki*, op. cit.
 23. Pierre Renouvin, *ibid.*, p. 134.
 24. Aboli en 1876.
 25. Yuan Shikai 袁世凱 (1859-1916), l'ambassadeur à Séoul, incarne ce système, à la manière de Lord Cromer (1841-1917) en Égypte.
 26. Le succès de la colonisation anglaise en Égypte, à la fois économique et politique, est connu au Japon et sans doute aussi en Chine. Peter Duus, *The Abacus and the Sword*, op. cit., pp. 134-135 et, plus particulièrement sur la politique chinoise, p. 58.
 27. Le calcul de la jauge peut varier. D'où, selon les sources, de petites différences.
 28. Ikeda Kiyoshi, *Nihon no kaigun Jōkan*, op. cit., p. 100.
 29. Lionel Babicz, *Le Japon face à la Corée à l'ère Meiji*, op. cit., p. 202-208.
 30. Toyama Saburō, *Nihon kaigunshi*, op. cit., p. 52-53.
 31. Le nom d'Émile Bertin est donné à l'un des croiseurs de la Marine française en 1934.
 32. Ian Nish, *The Anglo-Japanese Alliance: The Diplomacy of Two Island Empire 1894-1907*, op. cit., p. 53 et note 3.
 33. Souvent ministre et futur *genrō* avec six autres personnalités issues des principautés de Chōshū et de Satsuma, civils et militaires confondus.
 34. Sur ce sujet, voir par contraste la mise au point remarquable de Duroselle sur la genèse de la Première Guerre mondiale. *L'Europe de 1815 à nos jours*, op. cit., p. 101.
 35. Aleksei Borisovich Lobanov-Rostovskii (1824-1896)

36. Le traité est signé à Moscou, lieu de couronnement des empereurs de Russie, non à Saint-Petersbourg.
37. Jean-Baptiste Duroselle, *ibid.*, p. 136 : « L'Angleterre est décidée coûte que coûte, fut-ce au prix d'une guerre, à éliminer les Français de la vallée du Nil ».
38. Sur Masamp'o, voir Ian Nish, *The Anglo-Japanese Alliance: The Diplomacy of Two Island Empire 1894-1907*, *op. cit.*, p. 72-73.
39. *Ibid.*, p. 93-94.
40. Port chinois (Talien), devenu port commercial russe (Dalny) et, enfin, à partir de 1906, grand port commercial japonais (Dairen 大連).
41. J.-L. Van Regemorter (*La Russie et le monde au XX^e siècle*, *op. cit.*) pense que les ministres de Nicolas II avaient eu l'intuition que pour exister la Russie devait faire peur.
42. Pierre Renouvin, *La Question d'Extrême-Orient 1840-1940*, *op. cit.*, p. 173.
43. Nora Wang, *L'Asie orientale du milieu du XIX^e siècle à nos jours*, *op. cit.*, p. 78.
44. Ian Nish, *op. cit.*, p. 81.
45. On se rappellera que la mission Marchand, censée donner à la France le contrôle de la vallée moyenne du Nil, ne comptait que quelques centaines de tirailleurs.
46. Pierre Renouvin, *op. cit.*, p. 197. Mal informé sur ce point, l'auteur écrit « la Russie et le Japon sont les premiers à proposer une intervention vigoureuse ».
47. Ministre de la Guerre de 1902 à 1911 (*rikugun daijin* 陸軍大臣, littéralement ministre de l'armée de terre), gouverneur général de Corée de 1910 à 1916.
48. Kitaoka Shin.ichi, *Gotō Shinpei*, *op. cit.*, p. 80.
49. Yamamuro Shin.ichi, *Nichiro sensō no seiki*, *op. cit.*
50. Kitaoka Shin.ichi, *Gotō Shinpei*, *op. cit.*, p. 90-94.
51. Voir Lionel Babicz, *Le Japon face à la Corée à l'ère Meiji*, *op. cit.*, p. 205. Traduction et commentaire du mémoire.
52. Yamagata, créateur de l'armée japonaise moderne, est alors Premier ministre.
53. Ces idées sont inspirées par les développements d'Ian Nish, *op. cit.*, p. 240.
54. Le Japon avait envisagé de s'allier aussi avec la Chine contre la Russie.
55. Voir à ce sujet Ian Nishi, *ibid.*, p. 229-244.
56. *Ibid.*, p. 270-273.
57. Pierre Renouvin, *La Question d'Extrême-Orient 1840-1940*, *op. cit.*, p. 70.
58. Ian Nish, *ibid.*, p. 288, note 2.
59. Futur Premier ministre, gouverneur de la Banque du Japon, ministre des Finances. Assassiné le 26 février 1936. Cf. *Nihon gaikōshi jiten*, *op. cit.*, p. 512.
60. Ian Nish, *ibid.*, p. 288-289.
61. Pierre Renouvin, *ibid.*, p. 11-17. Ian Nish n'aborde pas ce problème.
62. *Nihon gaikōshi jiten*, *op. cit.*, entrée sur Jacob Henry Shiff, p. 355.
63. En fait de gros corps d'armée. Mais le corps d'armée n'avait pas d'existence institutionnelle dans l'armée japonaise. Balet, *Le Japon militaire...*, *op. cit.*, p. 105.
64. Cette colline a été immortalisée en 1980 dans le film *203 kōchi* 二百三高地 (La Côte 203) du réalisateur Masuda Toshio 舛田利雄, avec Nakadai Tatsuya 仲代達矢 dans le rôle du général Nogi (et Mifune Toshirō 三船敏郎 dans celui de Meiji).
65. Nishi Tokujirō 西徳二郎 (1847-1912) était le ministre japonais des Affaires étrangères dans le troisième gouvernement d'Itō Hirobumi (12 janvier – 5 juin 1898). Roman Rosen (1847-1921) était ambassadeur de Russie à Tōkyō.
66. Vladimir Nikolaïevitch Lamzdorf (1845-1907), qui s'exprimait en allemand.
67. Ian Nish, *ibid.*, p. 197.
68. Les deux navires quittent Gêne le 9 janvier 1904 et atteignent Yokosuka le 16 février.

69. Les cuirassés de la classe Borodino (Suvorof, Alexandre III, Borodino, Orel). Le dernier, le Slava, échappa au désastre de Tsushima. Sa construction n'était pas assez avancée pour qu'on l'intégrât dans la Seconde Escadre du Pacifique, le 9 septembre 1904.
70. Ces chiffres sont ceux donnés par Okamoto Shunpei, *The Japanese Oligarchy and the Russo-Japanese War*, op. cit., p. 108.
71. Éric Muraise, *Introduction à l'Histoire militaire*, op. cit., p. 305-307.
72. Okamoto Shunpei, *ibid.*, p. 150.
73. Kitaoka Shin.ichi, *Nihon rikugun to tairiku seisaku 1906-1918*, op. cit., p. 35-36.
74. Longue de 200 kilomètres, cette ligne se termine au sud de Moukden.
75. Peter Duus, op. cit. p. 80, p. 184-186.
76. *Ibid.*, p. 193-194.
77. Alain Delissen et al., *L'Asie orientale et méridionale...*, op. cit., p. 173.
78. Ian Nish, op.cit. p. 318.
79. Irie Akira, *Across the Pacific: An Inner History of American-East Asian Relations*, New York, Harcourt, Brace & World, 1967, 361 p., p. 74-78.
80. Yves-Henri Nouhaihat, *Les États-Unis : l'avènement d'une puissance mondiale 1898-1933*, Éditions Richelieu, 1973, 412 p., p. 20-31, « Une entrée fracassante sur la scène mondiale ».
81. P. Devilliers, *Encyclopédie Universalis*, 1992, tome 18, p. 54.
82. Pierre Chaunu, *L'Amérique et les Amériques*, Armand Colin, 1964, 470 p., p. 289. « Le traité de Paris commande les rapports entre États-Unis et Amérique latine. Il démontre combien la force brutale est payante. »
83. *Nihon gaikōshi jiten*, op. cit., p. 761, article « Nunobikimaru jiken » 布引丸事件 (Affaire du Nunobikimaru).
84. Edward Henry Harriman (1848-1909), considéré, ainsi que Taft et le Secrétaire d'État Philander Knox, comme un agent de la « diplomatie du dollar » (en japonais : *doru gaikō* ドル外交).
85. Kitaoka Shin.ichi, *Gotō Shinpei*, op. cit., p. 75-105.
86. Michel Vié, *Le Japon et le monde au XX^e siècle*, op. cit., p. 71.
87. Irie Akira, op. cit., p. 122-123.
88. Conway's *All the World's fighting Ships, 1906-1921*, op. cit., p. 223.
89. Hata Ikuhiko, op.cit., p. 44.

RÉSUMÉS

La Mandchourie entre dans l'histoire mondiale au moment de la grande phase d'expansion coloniale du dernier tiers du XIX^e siècle. Antérieurement, le but visé était commercial. Une meilleure technique dans l'emploi des armes à feu avait permis à l'Angleterre, aux États-Unis et à la France, d'imposer à la Chine et au Japon des traités inégaux et l'ouverture des ports. En revanche, des effectifs militaires limités ne favorisaient pas les guerres de conquête. Hong Kong et Shanghai symbolisaient le succès et les limites de cette politique. Associée à la Chine, voisine de la Corée dans le monde sinisé, coupée de la mer du Japon par l'avancée russe, la Mandchourie, sans attrait économique décisif, restait excentrée. Or en moins d'une décennie, une conjonction de données nouvelles la projette au centre des conflits les plus vifs. L'irruption de la guerre s'explique par le progrès des chemins de fer et de la navigation à vapeur, auquel le milieu naturel

de la Mandchourie était favorable : plaine au centre, facilités portuaires au sud. Mais l'essentiel est ailleurs : dans le choix, par la Chine, le Japon, la Russie, d'une même politique fondée sur la volonté de combler leur retard militaire dans une mondialisation occidentale où la survie dépendait de la force. De là une colonisation visant la sécurité et un régime de paix armée, reproduction en petit de celui de l'Europe de 1871 à 1914. Les symboles de cette nouvelle colonisation en Asie sont alors le Transmandchourien et Port-Arthur. Entre ces deux colonialismes, commercial et sécuritaire, l'interaction est inévitable, vu leur juxtaposition géographique. Mais la différence persiste. C'est dans les deux guerres extrêmes-orientales (1894 et 1904) que l'on put voir la préfiguration de ce que devaient être en Europe les batailles de 1914.

INDEX

Index géographique : Corée, Mandchourie, Port-Arthur, Russie

Keywords : Transsiberian, Naval Warfare, Problems of the Far East, Gotō Shinpei (1857-1929), Port Arthur, Russia, Korea, History, Meiji Period

Mots-clés : guerres navales, Gotō Shinpei (1857-1929), Transsibérien, question d'Extrême-Orient

Thèmes : histoire

Index chronologique : Meiji (1868-1912)

AUTEUR

MICHEL VIÉ

Professeur émérite

Inalco